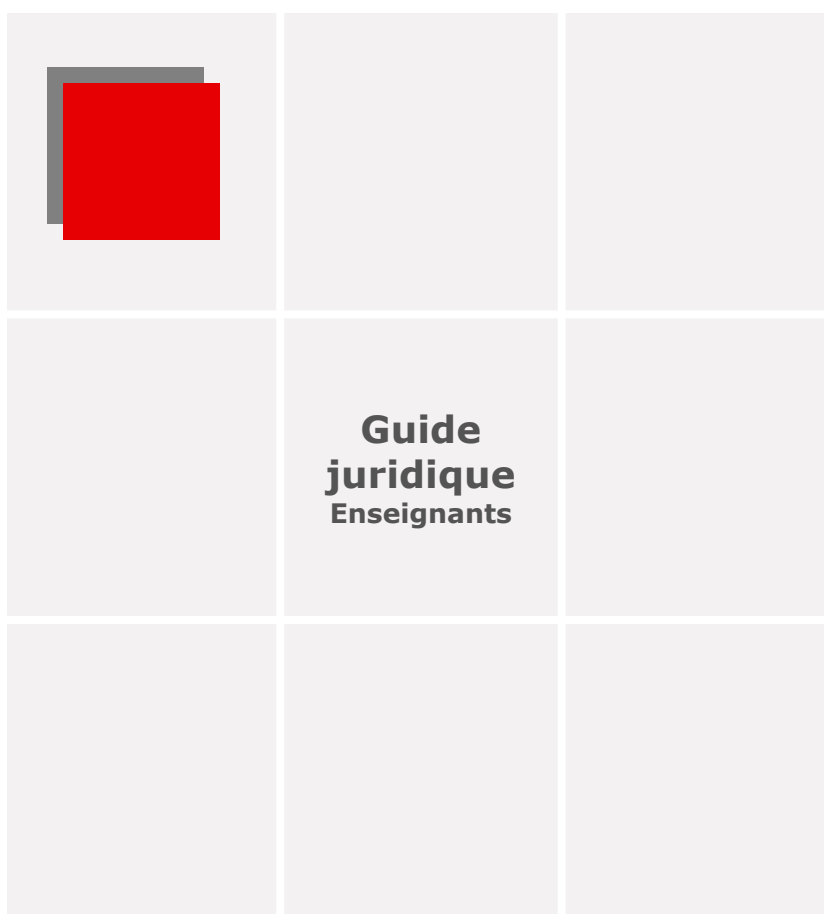


Internet et les jeunes

Guide juridique

Partie 3

Six fiches destinées aux enseignants du 1^{er} degré



Réalisé par une équipe pluridisciplinaire de l'Université de Namur
de la CITA <http://www.fundp.ac.be/facultes/info/recherche/cita/>
et du CRID <http://www.fundp.ac.be/facultes/droit/crid>
Prof Claire LOBET-MARIS, Prof Yves POULLET, Jessica DALLAPICCOLA, Sarah GALLEZ, Françoise
NAVARRE et Amélie PIERRE
Sur base d'une recherche financée par la Politique Scientifique Fédérale
<http://193.191.208.76/belspo/fedra/proj.asp?l=fr&COD=TA/00/08>

Fiche

« Vie privée et protection des données à caractère personnel »



- Faites le test
- Correction du test




- Le droit au respect de la vie privée
- La protection des données à caractère personnel
- Pour éviter les problèmes
- Les règles d'or
- En bref

Faites le test

Ces comportements sont-ils respectueux de la vie privée d'autrui ?

Attribuez à chacun des protagonistes de ces histoires un feu rouge, orange ou vert...


<p>Exemple 1</p>	<p>Jérôme est délégué pour sa classe de 3ème C. Il désire créer un « journal de bord » dans lequel il compte relater les événements, petits ou grands, de sa classe. A cette fin, Jérôme aimerait créer un blog pour sa classe, sur celle-ci, son prof, son directeur d'école, etc.</p> <p>Pour faire son « journal de bord », il fait appel au volontariat de sa classe, ce projet sera un projet commun. Chacun apporte une photo qui le représente sur support numérique et y ajoute un petit commentaire pour se présenter. Chacun peut écrire un article sur la vie de la classe et chacun de ces écrits est soumis à l'approbation des élèves.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Aline est nouvelle dans la classe. Jérôme aimerait en savoir un peu plus sur elle. Jérôme va surfer sur Internet avec comme mot-clef le nom de famille d'Aline et son prénom. Jérôme trouve pas mal d'informations. Aline est membre des scouts du village voisin, et sur le site des scouts, Jérôme trouve quelques photos et les enregistre sur son ordinateur puis il va sur le blog d'Aline et trouve d'autres photos et des activités auxquelles Aline a participé, etc.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Jérôme, pour les besoins de son blog, veut ajouter un de ses nouveaux copains, Marc. Jérôme a fait quelques photos de Marc et d'autres copains lors de sa fête d'anniversaire, il les met sur son blog et il note également les coordonnées et le nom de l'école, la classe et les activités extrascolaires de Marc. Jérôme fait tout cela sans en parler avec Marc.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

Correction du test

Ces comportements sont-ils respectueux de la vie privée d'autrui ?

<p>Exemple 1</p>	<p>Jérôme est délégué pour sa classe de 3ème C. Il désire créer un « journal de bord » dans lequel il compte relater les événements, petits ou grands, de sa classe. A cette fin, Jérôme aimerait créer un blog pour sa classe.</p> <p>Pour faire son « journal de bord », il fait appel au volontariat de sa classe, ce projet sera un projet commun. Chacun apporte une photo qui le représente sur support numérique et y ajoute un petit commentaire pour se présenter. Chacun peut écrire un article sur la vie de la classe et chacun de ces écrits est soumis à l'approbation des élèves.</p>
	<p>FEU VERT</p> <p>Jérôme prend la peine d'associer toute sa classe à son journal de bord, non seulement il a l'autorisation de diffuser des données personnelles mais en plus, les personnes concernées les donnent spontanément en sachant, par une bonne information, que cela figurera dans le journal de bord.</p> <p><i>Les données à caractère personnel doivent être traitées en toute transparence, sauf exceptions prévues par la loi. Cela signifie qu'il faut informer la personne concernée des finalités du traitement avant d'obtenir son consentement.</i></p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Aline est nouvelle dans la classe. Jérôme aimerait en savoir un peu plus sur elle. Jérôme va surfer sur Internet avec comme mot-clef le nom de famille d'Aline et son prénom. Jérôme trouve pas mal d'informations. Aline est membre des scouts du village voisin, et sur le site des scouts, Jérôme trouve quelques photos et les enregistre sur son ordinateur puis il va sur le blog d'Aline et trouve d'autres photos et des activités auxquelles Aline a participé, etc.</p>
	<p>FEU ORANGE</p> <p>Dans la plupart des cas, il faut demander l'autorisation à la personne concernée –ici, Aline- avant de traiter ses données ou alors il faut que le traitement réponde aux cas de figure et aux conditions citées plus haut (intérêt légitime du traitement, l'intérêt vital de la personne...).</p> <p>Cependant, il existe aussi des exceptions. Parmi ces exceptions, figure celle pour l'exercice d'activités exclusivement personnelles ou domestiques.</p> <p>Lorsque Jérôme traite toutes ces données sur Aline et qu'il les garde dans son ordinateur personnel, il entre dans cette exception. Si Jérôme, dans le cadre de son journal de bord veut compiler toutes ces informations, il doit garder à l'esprit que le traitement doit répondre à un des cas énumérés ci-dessus (consentement, intérêt légitime,...)</p> <p>Enfin, si Jérôme était journaliste, il bénéficierait de l'exception liée à sa profession.</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Jérôme, pour les besoins de son blog, veut ajouter un de ses nouveaux copains, Marc. Jérôme a fait quelques photos de Marc et d'autres copains lors de sa fête d'anniversaire, il les met sur son blog et il note également les coordonnées et le nom de l'école, la classe et les activités extrascolaires de Marc. Jérôme fait tout cela sans en parler avec Marc.</p>
	<p>FEU ROUGE</p> <p>Non seulement Jérôme traite des données sans l'autorisation de Marc mais en plus, il les diffuse ! Si Jérôme avait utilisé les données de Marc uniquement pour ses activités personnelles, comme, par exemple, se créer un album photo sur son ordinateur, il n'y aurait pas eu de problème, la loi relative à la vie privée ne serait pas appliquée.</p>

Le droit au respect de la vie privée

Que protège le droit à la vie privée ?

- **Le droit de protéger son intimité, d'avoir son jardin secret** (même sur les lieux du travail, à l'école, dans son club de sport, etc.) ;
- **Le droit de développer sa propre personnalité, sa propre sphère privée** (même sur les lieux du travail, à l'école, dans son club de sport, etc.) ;
- **Etc.**

La situation de Jérôme

Jérôme est délégué pour sa classe de 3ème C. Il désire créer un « journal de bord » dans lequel il compte relater les événements, petits ou grands, de sa classe. A cette fin, Jérôme aimerait créer un blog pour sa classe.

Comment Jérôme doit-il s'y prendre pour mener à bien son projet tout en ne violant pas la vie privée de ses copains de classe ?

Le droit au respect de la vie privée concerne Jérôme, notre rédacteur en herbe, ses copains, ses profs, ...

Jérôme, dans la rédaction de son « Journal de bord » va donc être amené à relater des faits qui font partie de la vie privée de ses copains de classe. En effet, à l'école aussi, chacun a droit à la protection de sa vie privée. Jérôme doit respecter cela.

Imaginons qu'aujourd'hui, Wendy ne soit pas là. Jérôme apprend qu'elle est à l'hôpital car elle a « emprunté » la voiture de sa maman et qu'elle provoqué un accident de la route mais, qu'heureusement, les blessures ne sont pas trop graves, juste plus de peur que de mal. Jérôme ne peut évidemment pas relater ce fait dans son journal de bord sans en parler d'abord à Wendy. Il est fort à parier que celle-ci ne désire pas que sa bêtise soit ébruitée.

Définir ce qu'est la vie privée n'est pas toujours facile...

« Vie privée » & « vie publique »

La vie privée est un droit, pour toute personne, de voir son intimité protégée, de pouvoir donner au monde extérieur l'image qu'elle veut donner, de laisser transparaître ce qu'elle veut montrer et de cacher (ou garder caché) ce qu'elle veut garder secret.

La loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel vise à protéger ce droit.

Une personne devient « publique » lorsqu'elle est célèbre.¹ La plupart des personnes ne sont donc pas concernées par cette qualification.

Certains aspects de la vie d'une personne publique intéressent beaucoup de monde.

De manière générale, il est très difficile de différencier les aspects « privés » ou « publics » d'un personnage public ; Internet ne fait pas exception.

¹ Selon Wikipédia, un personnage public ou une célébrité, est une personne largement reconnue ou fameuse qui attire sur elle l'attention du [public](#) et des [médias](#). Le mot vient de l'adjectif [latin](#) *celeber* qui signifie nombreux, fameux, illustre ou qui est célébré : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Célébrité>

Ce n'est pas parce qu'une personne est « publique » qu'elle n'a plus droit au respect de sa vie privée. L'autorisation expresse de la personne doit être demandée et accordée par celle-ci lorsqu'il s'agit d'entrer dans sa « sphère privée »². Tout le problème est de déterminer quand on entre dans la vie privée d'une personne publique.

Il a été considéré que la vie privée de footballeurs n'a pas été respectée car des photos d'eux dans les vestiaires avaient été prises.³ Il est vrai que les footballeurs sont des personnages publics et que le public a le droit d'être informé des faits d'actualité. Il est notamment possible de photographier des footballeurs pendant leurs activités sportives et même après l'activité à laquelle ils ont participé. Cependant, il faut également respecter la vie privée, l'intimité de ces personnes publiques, par exemple dans un vestiaire.

Dans le doute, la prudence s'impose.

Et la liberté d'expression dans tout cela ?

Jérôme, en tant que responsable du journal de bord de sa classe, trouve un moyen sympathique pour s'exprimer et faire s'exprimer ses copains de classe. Qu'en est-il donc de sa liberté d'expression ? Le droit à la vie privée d'autrui empêche-t-il Jérôme et ses amis de s'exprimer ? Même si Jérôme n'est pas (encore) un journaliste, il a le droit de s'exprimer...dans le respect de la vie privée des autres.

Si la vie privée limite la liberté d'expression, la liberté d'expression limite aussi le droit à la vie privée. C'est pourquoi, les journalistes ont le droit de révéler certaines choses qui relèvent de la vie privée des autres au nom de la liberté d'expression.

En effet, la loi relative à la protection de la vie privée prévoit que les journalistes peuvent traiter certaines données. Cette exception aura lieu lorsque :

- la personne a elle-même rendu ses données personnelles publiques.
Par exemple, Pamela Anderson annonce son prochain mariage par une conférence de presse qu'elle a elle-même convoquée. Il s'agit d'une donnée personnelle mais que la personne concernée a elle-même révélée ;
- ou la personne est un personnage « public » et les données personnelles sont en relation avec le caractère public de la personne.
Par exemple, un chef d'Etat est déclaré « fou » par des médecins psychiatres. Cette information a des répercussions importantes sur sa fonction, étant donné qu'il ne sera plus capable de l'exercer. Cette information peut être rendue publique ;
- ou la personne est liée à un fait public et les données sont en relation avec ce fait.
Par exemple, Monsieur X est accusé d'avoir assassiné son épouse. Il passe aujourd'hui devant la Cour d'Assise de Liège. L'information est relative à un fait public, dont on parle à la télévision, dans les journaux, etc.

² Dans ce sens et concernant le cas particulier du droit à l'image, voir M.Isgour et B.Vinçotte, « Le droit à l'image », Larcier, Bruxelles, 1998, pp.89 à 95 et plus particulièrement la p.95

³ Civ.Brugges, 27 juin 1994, R.W., 1994-1995, p.473. En l'occurrence les sportifs étaient nus. Cependant, ce n'est pas pour cette raison que le juge a décidé que leur vie privée n'a pas été respectée. Il serait arrivé à la même conclusion s'ils avaient été habillés.

La protection des données à caractère personnel

Notre droit protège en particulier nos « données à caractère personnel ». C'est un aspect de la protection la vie privée.

De QUOI parle-t-on ?

De données à caractère personnel... c'est-à-dire d'informations qui permettent, d'une manière ou d'une autre, sans que cela ne soit disproportionné en termes de moyens mis en œuvre, de faire un lien avec une personne.

DONC : Une image, un numéro de téléphone ou toute autre information qui permet d'identifier une personne.

Imaginons que Wendy donne à Jérôme son numéro de téléphone sur un petit bout de papier...le numéro de Wendy est une donnée à caractère personnel. Malheureusement, Jérôme égare ce numéro et le retrouve quelque mois plus tard...mais il ne sait plus à qui il appartient ! il réussit à retrouver le nom de Wendy grâce au numéro en passant par l'annuaire.

... qui sont traitées

Une donnée est traitée lorsqu'elle est collectée ou enregistrée ou organisée ou conservée ou adaptée ou modifiée ou extraite ou consultée ou utilisée ou communiquée ou effacée ou verrouillée ou détruite ou...

Pour écrire ses articles, Jérôme a besoin de certaines informations personnelles qu'il va recueillir auprès des intéressés, auprès d'autres personnes de la classe ou de l'école et bien sûr sur Internet. Il va les recouper et enfin les réunir dans un seul article. Jérôme a, plusieurs fois, traité des données.

En d'autres termes, il y aura « traitement de données » dès que l'on manipule des données, en ce compris la collecte et la destruction de celles-ci.

Les exceptions⁴

Lorsque les données personnelles sont traitées *pour l'exercice d'activités exclusivement personnelles ou domestiques*⁵, le traitement est autorisé, et la loi ne s'applique pas. On se retrouve dans ce cas lorsque, par exemple, on crée un répertoire téléphonique, d'adresses postales ou e-mail, que l'on insère des informations dans son agenda électronique,...

Une autre exception importante, et que nous avons déjà analysée plus haut, est celle dont bénéficient les journalistes.

⁴ Article 3 de la loi vie privée, o.c.

⁵ Article 3 de la loi vie privée, o.c.

Certaines données à caractère personnel sont « sensibles » ...

Les données « *qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données relatives à la vie sexuelle* »⁶ sont des données sensibles.

En principe, le traitement de ces données est interdit. Il existe cependant des exceptions à ce principe.

Le traitement est autorisé dans certains cas et à certaines conditions

Les données à caractère personnel peuvent être traitées dans certains cas et sous certaines conditions prévues par la loi. Parmi ces cas, on retrouve celui du **consentement**. La personne concernée donne son autorisation après avoir été informée des **finalités du traitement** (le but du traitement, la raison pour laquelle des données sont traitées).

Lorsque le traitement est imposé par une loi, il est bien sûr permis.

Le traitement est encore autorisé s'il est « *nécessaire à la sauvegarde de l'intérêt vital de la personne concernée* »⁷. Pour ce dernier cas, on pense notamment à une personne qui vient d'avoir un accident de voiture, et qui est inconsciente, il est permis de traiter ses données sans son consentement (par exemple consulter son dossier médical pour voir s'il n'a pas d'antécédents médicaux dont il faut tenir compte, d'allergies etc.).

Le traitement sera autorisé s'il est nécessaire à l'exécution d'un contrat. C'est le cas lorsqu'un commerçant demande les coordonnées d'une personne pour lui envoyer la facture.

Les données pourront encore être traitées si le traitement des données est nécessaire pour exécuter une mission d'intérêt public. Par exemple, un registre des personnes titulaires d'un abonnement de train est autorisé pour la SNCB.

Le traitement est enfin accepté s'il est nécessaire pour réaliser un intérêt légitime du responsable du traitement.

⁶ Article 6 de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la vie protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, *M.B.*, 18 mars 1993

⁷ Article 5 de la loi vie privée, *o.c.*

La protection des données à caractère personnel

De QUI parle-t-on ?

La « **personne concernée** » par les données : il s'agit de la *personne physique identifiée ou identifiable*⁸ dont les données permettent de faire le lien entre ces données et la personne.

Cette personne a des droits.

Le « **responsable du traitement** » : il s'agit de la personne physique ou morale ou l'association de fait qui décide des finalités et des moyens du traitement de données.

Par exemple, une entreprise qui vend des produits en ligne décide de collecter des données en demandant à ses clients de répondre à quelques questions portant par exemple sur leur âge et le produit du site qu'ils préfèrent. L'entreprise fait cela dans le but d'améliorer sa publicité. L'entreprise a décidé de la finalité (améliorer sa publicité) et des moyens (les questionnaires en ligne). Elle est donc la responsable du traitement. Cette personne a des devoirs.

Heureusement, tout n'est pas interdit ! Nous avons vu que la loi qui protège la vie privée ne s'applique pas lorsque le « traitement » est effectué *pour les activités exclusivement personnelles ou domestiques*⁹. Dans ce cas, il ne faut même pas regarder les conditions du COMMENT. Par exemple, récolter des informations pour les mettre dans son agenda ou dans son répertoire téléphonique est autorisé.

Nous avons aussi vu que les journalistes ont le droit de traiter des données si c'est dans le but d'informer le public.

COMMENT cela fonctionne t-il ?

Le traitement des données est permis à certaines conditions pour toutes les données sauf les données sensibles. Concernant les données sensibles, le principe est que leur traitement est interdit sauf si certaines **conditions**¹⁰ sont respectées.

En effet, on ne peut pas collecter et traiter n'importe quelle donnée.

⁸ Article 2a) de la loi vie privée, o.c.


⁹ Article 3 de la loi vie privée , o.c.

¹⁰ Voir ci-dessus, au point 1


Les règles d'or

- ➔ Déterminer la finalité du traitement c'est-à-dire le but précis : que veut-on faire des données ?
- ➔ Vérifier que les données sont vraies / exactes.
- ➔ La loi prévoit plusieurs conditions pour traiter les données à caractère personnel de la personne concernée, il faut donc veiller à respecter ces conditions.
- ➔ Etre attentif au fait que le traitement des données « sensibles » est interdit, sauf exceptions.
- ➔ Le consentement de la personne concernée fait partie (mais n'est pas le seul) des cas où il est permis de traiter ses données. Dans ce cas, il faut demander à la personne son consentement pour traiter ses données en veillant à ce qu'elle soit parfaitement informée.
- ➔ Expliquer la finalité à la personne concernée avant de lui demander son consentement.
- ➔ Ne jamais aller à l'encontre de l'intérêt de la personne concernée.
- ➔ Ne pas oublier que la personne concernée a des droits : être informée du but (finalité) du traitement avant le traitement, avoir des réponses à ses questions, rectifier les erreurs, s'opposer au traitement. Si le traitement s'appuie sur le consentement de la personne concernée, il faut veiller à obtenir le consentement de la personne concernée avant le traitement en question.
- ➔ Respecter les droits de la personne concernée et appliquer les obligations en tant que responsable du traitement.

Pour éviter les problèmes

	<p>Après avoir défini la finalité du traitement de données et en avoir informé la personne concernée il faut respecter les conditions de traitement que nous avons vues. Parmi ces conditions, on retrouve souvent le consentement de la personne concernée. Il vaut donc mieux obtenir le consentement spécifique de la personne concernée par le traitement. Cela signifie qu'une autorisation doit être demandée à la personne dont les données sont utilisées. Il ne suffit pas que cette personne accepte que toutes ses données soient traitées pour n'importe quel but. Il faut son consentement pour chacune des finalités. Un jeune peut aussi regarder s'il n'entre pas dans un des autres cas dans lesquels le traitement est autorisé, comme par exemple celui de l'intérêt vital.</p> <p>Imaginons que, pendant la récré, un jeune « tombe dans les pommes ». L'école appelle l'ambulance et celui-ci est emmené à l'hôpital. Là, sans demander son avis, des médecins accèderont à son dossier médical. Les médecins peuvent le faire car ils le font dans son « intérêt vital ». En effet, les données contenues dans le dossier médical pourront les aider à le soigner.</p> <p>Un jeune peut aussi, en tant que responsable du traitement, avoir un intérêt légitime qui est plus important que l'intérêt de la personne concernée par le traitement. Par exemple, il désire entrer en contact avec un professeur de mathématique qui aide beaucoup d'élèves mais il ne connaît que son nom de famille et il n'est pas certain de l'orthographe de son nom. Il va donc faire des recherches, notamment sur Internet. Son intérêt est légitime. S'il ne transmet pas ces informations à des tiers, il peut tout à fait traiter les données de ce professeur.</p> <p>Il faut aussi être attentif au fait qu'Internet est un réseau sans frontière mais que tous les pays ne protègent pas la vie privée comme en Europe. Il vaut donc mieux demander l'accord de la personne concernée avant de mettre des informations personnelles sur le Net ! En effet, ces données seront accessibles aux internautes du monde entier !</p>
---	---

Que se passe-t-il si un jeune ne respecte pas la vie privée de quelqu'un

	<p>Tout d'abord, il est possible que, si l'on prend la situation de Jérôme, par exemple, l'établissement scolaire prenne des mesures. Ces sanctions peuvent aller du simple avertissement à l'exclusion.</p> <p>Ensuite, cet acte peut avoir des conséquences importantes au niveau pénal. En effet, il est possible que le Juge de la jeunesse soit saisi par le Procureur du Roi. Dans ce cas, le jeune sera convoqué devant lui pour répondre de ses actes. Le Juge peut décider de le sanctionner. Les sanctions peuvent aller de la simple écriture par le jeune lui-même d'un document décrivant son « projet de vie » après les faits à la détention dans une Institution Publique de Protection de la Jeunesse (IPPJ).</p> <p>Au niveau civil, ses actes ont des conséquences, non seulement pour lui mais aussi pour d'autres. En effet, si un tribunal considère que par sa faute, une personne a subi un dommage, il sera considéré comme fautif. En violant la vie privée d'autrui, il ne respecte pas la loi et il commet donc une faute. La victime subit en général un dommage moral à cause de cet acte. Cela signifie qu'elle a été blessée d'une manière ou d'une autre : elle se sent trahie, elle a honte ou tout le monde se moque d'elle, ...</p> <p>Cependant, concrètement, ce sont d'autres personnes qui seront aussi impliquées si la responsabilité du jeune est engagée. Le professeur ou le surveillant le seront si le jeune se trouvait à l'école sous leur surveillance mais aussi ses parents, qu'il soit à l'école ou ailleurs au moment où il a violé la vie privée d'autrui. Si ses parents démontrent qu'ils ne sont pas responsables mais qu'il est seul fautif, il sera seul pour assumer les conséquences de son acte...</p>
---	---

En bref

Il ne faut jamais oublier que le traitement des données à caractère personnel d'une personne n'est autorisé que dans les cas prévus par la loi : par exemple, si un jeune a un intérêt légitime à traiter les données en questions ou que la personne concernée l'a autorisé à traiter ses données, il n'y a aucun problème.

Pour pouvoir traiter les données d'autrui, il faut donc :

- ➔ **décrire la finalité (le but) du traitement ;**
- ➔ **veiller à entrer dans un des cas prévus par la loi parmi lesquels le consentement de la personne concernée ;**
- ➔ **éviter de traiter des données sensibles car leur traitement est en principe interdit ;**
- ➔ **faire une déclaration auprès de la Commission de la protection de la vie privée. Le formulaire on-line se trouve sur le site de la Commission : <http://privacycommission.be>;**
- ➔ **respecter les droits des personnes dont on reprend les données.**

Fiche « Droit à l'image »



- Faites le test
- Correction du test






- L'image et le droit d'auteur
- Les règles d'or du droit à l'image
- En bref

Faites le test

Ces comportements sont-ils respectueux du droit à l'image d'autrui ?



Attribuez à chacun des protagonistes de ces histoires un feu rouge, orange ou vert...

<p>Exemple 1</p>	<p>Olivier se sent l'âme d'un journaliste d'investigation. Il a comme projet de faire un reportage vidéo (d'enquêter et de filmer) sur la préparation aux interrogations par les élèves. Pour ce faire, il interroge plusieurs de ses camarades de classe. Il leur explique qu'il fait un reportage vidéo et qu'il sera sur son blog. Malgré le fait qu'il manque certaines bonnes occasions de filmer, Olivier ne filme que les personnes qui marquent leur accord. A la fin de son enquête, il trouve que son reportage est tellement bon qu'il ne seulement il le met sur son blog mais aussi sur YouTube.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Monsieur Renard est titulaire de la classe de 1^{re} D. Il est aussi professeur de français et d'initiation à l'esthétique, un des cours à option que les élèves préfèrent. A l'occasion du cours d'esthétique, Monsieur Renard demande à ses élèves de réaliser des œuvres à partir de portraits d'autres élèves. Vanessa décide de prendre en photo sa meilleure amie, Julie, et d'ensuite faire un collage de cette photo sur une sculpture représentant la figure de son amie. Elle parle de son idée à Monsieur Renard qui la trouve excellente. Elle l'explique ensuite à Julie qui est tout à fait d'accord pour faire la photo mais aussi pour que Vanessa réalise cette sculpture un peu spéciale. Julie est ravie de servir de modèle à Vanessa... Vanessa explique à Julie qu'elle pourra voir l'œuvre finie avant tout le monde et que Julie pourra décider si Vanessa peut ou non l'exposer.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Rachel fête ses 13 ans aujourd'hui. Ses parents lui permettent d'inviter ses copains et copines pour la soirée. Elle a la permission de minuit. Rachel a envie que tous ceux qui n'étaient pas à sa soirée puissent tout de même voir ce qu'ils ont raté. Rachel demande donc à son grand frère Jonathan de filmer discrètement la soirée et de faire un montage pour ensuite diffuser la vidéo sur YouTube. Certains de ses invités avaient pris de l'alcool malgré l'interdiction formelle des parents de Rachel et de leurs propres parents. Deux jours après la diffusion de la fameuse vidéo, les parents de Rachel reçoivent un coup de fil des parents de sa meilleure amie, Magali. Magali est privée de sortie et ne peut plus aller chez Rachel. En effet, ses parents sont furieux car sur la vidéo, on voyait Magali avec un verre de bière en main.</p>
	<div data-bbox="469 719 695 750"> <input type="checkbox"/> FEU ROUGE </div> <div data-bbox="469 786 719 817"> <input type="checkbox"/> FEU ORANGE </div> <div data-bbox="469 853 663 884"> <input type="checkbox"/> FEU VERT </div>

Correction du test

Ces comportements sont-ils respectueux du droit à l'image d'autrui ?

Exemple 1	<p>Olivier se sent l'âme d'un journaliste d'investigation. Il a comme projet de faire un reportage vidéo (d'enquête et de filmer) sur la préparation aux interrogations par les élèves. Pour ce faire, il interroge plusieurs de ses camarades de classe. Il leur explique qu'il fait un reportage vidéo et qu'il sera sur son blog. Malgré le fait qu'il manque certaines bonnes occasions de filmer, Olivier ne filme que les personnes qui marquent leur accord. A la fin de son enquête, il trouve que son reportage est tellement bon qu'il ne seulement il le met sur son blog mais aussi sur YouTube.</p>
	<p>FEU ORANGE</p> <p>Même si Olivier a demandé l'autorisation des élèves pour les interviewer- ce qui est très bien- il devait évidemment demander l'autorisation de ses copains de classe pour également diffuser la vidéo sur YouTube sans oublier les règles relatives à la protection de la vie privée (Cfr. la fiche "vie privée").</p>
Exemple 2	<p>Monsieur Renard est titulaire de la classe de 1^{re} D. Il est aussi professeur de français et d'initiation à l'esthétique, un des cours à option que les élèves préfèrent. A l'occasion du cours d'esthétique, Monsieur Renard demande à ses élèves de réaliser des œuvres à partir de portraits d'autres élèves. Vanessa décide de prendre en photo sa meilleure amie, Julie, et d'ensuite faire un collage de cette photo sur une sculpture représentant la figure de son amie. Elle parle de son idée à Monsieur Renard qui la trouve excellente. Elle l'explique ensuite à Julie qui est tout à fait d'accord pour faire la photo mais aussi pour que Vanessa réalise cette sculpture un peu spéciale. Julie est ravie de servir de modèle à Vanessa... Vanessa explique à Julie qu'elle pourra voir l'œuvre finie avant tout le monde et que Julie pourra décider si Vanessa peut ou non l'exposer.</p>
	<p>FEU VERT</p> <p>Vanessa a bien expliqué à Julie le but final avant de prendre le cliché. Elle lui a aussi expliqué qu'elle pouvait s'opposer à la diffusion de l'œuvre. Elle a permis à Julie de voir l'œuvre finie et de marquer son accord en toute connaissance de cause sur la diffusion de l'œuvre. Vanessa a donc le feu vert de Julie.</p>

Exemple 3

Rachel fête ses 13 ans aujourd'hui. Ses parents lui permettent d'inviter ses copains et copines pour la soirée. Elle a la permission de minuit. Rachel a envie que tous ceux qui n'étaient pas à sa soirée puissent tout de même voir ce qu'ils ont raté. Rachel demande donc à son grand frère Jonathan de filmer discrètement la soirée et de faire un montage pour ensuite diffuser la vidéo sur YouTube. Certains de ses invités avaient pris de l'alcool malgré l'interdiction formelle des parents de Rachel et de leurs propres parents. Deux jours après la diffusion de la fameuse vidéo, les parents de Rachel reçoivent un coup de fil des parents de sa meilleure amie, Magali. Magali est privée de sortie et ne peut plus aller chez Rachel. En effet, ses parents sont furieux car sur la vidéo, on voyait Magali avec un verre de bière en main.



FEU ROUGE

Rachel et son grand frère ont filmé la soirée à l'insu des invités. Ils n'ont donc pas reçu l'autorisation de ceux-ci. De plus, la vidéo a été diffusée sur YouTube. Rachel et Jonathan devaient demander une autorisation pour filmer et pour mettre en ligne la vidéo. A cause d'eux, Magali a des ennuis avec ses parents et ne pourra plus venir chez Rachel. Cela constitue un dommage moral pour Magali. Imaginons maintenant que Magali ait posé sa candidature pour entrer dans une école de danse. Elle passe avec succès toutes les auditions mais la directrice de l'établissement, en faisant des recherches sur le Net, découvre la fameuse vidéo et décide de refuser la candidature de Magali. Ceci constitue un dommage important pour Magali.

L'image et le droit d'auteur

De QUOI parle-t-on ?

Outre l'application des règles relatives à la protection de la vie privée (Cfr. fiche "vie privée"), le droit à l'image est protégé par l'article 10 de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins¹¹. Cet article précise qu'il est interdit de reproduire ou de communiquer (et donc diffuser) un portrait que l'on a pris, et ce, pendant un délai de 20 ans après le décès de la personne représentée sans l'assentiment de cette dernière ou celui de ses ayants-droit (héritiers).¹²

Donc, si on désire mettre en ligne une photo d'une personne, il faut obtenir le consentement de celle-ci ou de ses héritiers en cas de décès. Pour chaque type d'usage que l'on veut faire de cette image, il faudra demander à la personne (ou à ses héritiers) son autorisation spécifique.

Un consentement général suffit-il ?

Si la personne consent en disant : "Tu peux utiliser toutes les photos que tu prends de moi pour tous les usages que tu souhaites", elle ne donne pas un consentement spécifique, ce consentement général ne suffit pas !

Exemple : lors d'une soirée, un élève photographie ses copains de classe et met les photos en ligne sur Facebook, il doit obtenir leurs consentements spécifiques. Il doit donc leur dire que c'est pour mettre ensuite ces photos sur Facebook.

Le cas de Max et Alex

Prenons le cas de Max et Alex. Ils sont tous les deux en 1^{re} D et ont fait leur primaire ensemble. Max et Alex sont donc de très bons copains. Alex est passionné de photos et prend tous ses copains en photo pour les mettre sur les murs de sa chambre et se rappeler les bons moments passés ensemble... Max est d'accord, il sait qu'Alex ne fera jamais rien d'autre avec ces photos. Il a notamment des photos de Max en petite tenue qu'il a prises dans le vestiaire des garçons après le cours de gym...

Mais voilà qu'un jour, Max et Alex tombent tous les deux amoureux de la très jolie Nadia. Ils se disputent pour elle et ne sont pas prêts de se réconcilier... Alex, par vengeance, met les photos de Max en petite tenue dans le vestiaire sur Facebook, sur son blog, les fait circuler sur Internet.

Peut-on vraiment dire que Max était d'accord ? Non, voici typiquement un consentement qui ne vaut rien, celui de Max qui n'aurait jamais pensé se disputer avec Alex un jour...

¹¹ Article 10 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, M.B., 27 juillet 1994

¹² Voir également M.Isgour et B.Vinçotte, « Le droit à l'image », Larcier, Bruxelles, 1998, p.31 et s

Les règles d'or

Pour prendre quelqu'un en photo et diffuser celle-ci, il faut son consentement :

- pour la prise de vue ;
- pour la diffusion de l'image (contexte et but).

En bref

L'image d'une personne sera protégée quand cette personne est reconnaissable. Donc, quand on peut reconnaître la personne en voyant l'image, le droit à l'image s'applique.¹³ Il faudra également être attentif aux règles relatives à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel (Cfr. fiche "vie privée"). En effet, une photo peut également être une donnée à caractère personnel.

Le droit à l'image peut paraître compliqué à appliquer. En réalité, il devient simple lorsque l'on comprend que le but est de respecter la personne que l'on veut prendre en photo ainsi que sa volonté. C'est pourquoi, si on s'impose de demander à chaque fois le consentement pour la prise de vue et la diffusion de l'image en informant la personne, cela devient vite naturel.

Le droit à l'image est là pour protéger les individus et le jeune en premier lieu. Un jeune ne doit pas oublier qu'il peut être la personne concernée par une image et qu'il sera content de pouvoir être protégé par la loi !

Il faut donc :

- **décrire le but de la prise du cliché ou de la vidéo** (diffusion sur le blog, modification de l'image en question,...) ;
- **obtenir le consentement de la personne dont on « tire le portrait » avant de prendre le cliché ou la vidéo et avant leur diffusion. Les deux consentements ne doivent pas être concomitants** (c'est-à-dire obtenus en même temps) ;
- **respecter les droits de la personne qui est sujet de l'image c'est-à-dire, obtenir son consentement pour la prise de la photo et sa diffusion, bien l'informer des tenants et aboutissants, respecter le fait qu'elle ne désire pas/ plus figurer sur la photo, etc. Bref, l'ECOUTER et RESPECTER SES SOUHAITS.**

¹³ M.Isgour et B.Vinçotte, « Le droit à l'image », Larcier, Bruxelles, 1998 , p.72

Fiche « Droit d'auteur »






- Faites le test
- Correction du test




- Que protège le droit d'auteur?
- Quels sont les droits de l'auteur ?
 - [Droits patrimoniaux](#)
 - [Droits moraux](#)
- Les exceptions au droit d'auteur
- Les règles d'or du droit d'auteur
- En bref

Faites le test

	<p>Ces comportements sont-ils respectueux du droit d'auteur ?</p> <p>Attribuez à chacun des protagonistes de ces histoires un feu rouge, orange ou vert...</p>
---	--

<p>Exemple 1</p>	<p>Manon a 14 ans. Elle meurt d'envie de voir le dernier « Harry Potter » mais ses parents ne veulent pas qu'elle aille au cinéma avec ses amis.</p> <p>Elle demande à son grand frère de lui montrer comment fonctionnent les logiciels de partage de fichiers sur Internet. Son grand frère lui explique.</p> <p>Manon réussit à télécharger le dernier Harry Potter après quelques jours de patience. Elle invite alors des copines à venir loger chez elle pour le voir.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Le papa de Sarah est très branché « actualité » et aime lire le journal « Le Soir ». Sarah est chargée d'aller le lui acheter tous les jours en partant ou en revenant de l'école.</p> <p>Seulement, aujourd'hui, c'est mercredi et elle est pressée de rentrer chez elle. Oups, elle a oublié le journal pour son papa. Elle imagine « rattraper le coup » en téléchargeant le journal et en l'imprimant...sans toutefois le payer grâce à une connaissance qui achète le journal, le scanne et le met à la disposition d'autres personnes sur Internet.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Pour son travail sur Pompéi, Romain lance une recherche sur « Google ». Il tombe sur une mine d'informations. Parmi celles-ci, un livre dans «google books», qui lui permet d'accéder à un aperçu de cet ouvrage dédié à l'éruption volcanique du Vésuve qui a enseveli en l'an 79 cette ville romaine.</p> <p>Au bas de la page, il est indiqué « cette partie de l'ouvrage est protégée par le droit d'auteur ».</p> <p>Romain parcourt le livre, et il apprend un tas de choses intéressantes qui lui permettent de poursuivre ses recherches. Cependant, il ne reproduit pas ces pages telles quelles.</p> <p>Il en extrait quelques idées clés qu'il confronte en utilisant notamment « Wikipédia » et d'autres sites.</p> <p>Dans son devoir, il prend la peine de citer les différentes références utilisées.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>



Exemple 1 : FEU ROUGE

Manon a téléchargé illégalement un film qui allait seulement sortir au cinéma. Cela constitue un comportement totalement interdit par le droit d'auteur.

Non seulement elle est responsable de son geste mais en plus, ses parents pourraient se voir réclamer des dommages et intérêts importants, surtout si ce comportement devient une habitude...

De plus, elle empêche toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation du film d'être rémunérées pour leur travail.



Exemple 2 : FEU ORANGE

Sarah a enfreint la règle qui dit qu'il est interdit de reproduire un journal quand il existe sous format numérique, CD-ROM, etc.

Pour pouvoir imprimer la version « pdf » du journal en toute légalité, Sarah doit la payer (sur le site Internet du journal, avant de télécharger la page, par sms ou avec une carte de crédit).



Exemple 3 : FEU VERT

Romain a bien compris qu'il ne peut pas reproduire certaines sources, surtout s'il est clairement indiqué qu'elles sont protégées par le droit d'auteur. D'autre part, Romain a bien pris le soin de citer ses sources. Son exposé sera parfait sur ce plan là !!!

Que protège le droit d'auteur?

Ce qui est protégé : les textes, les dessins, les photos, les vidéos, etc.

Selon la loi relative au droit d'auteur, toute création de l'homme est susceptible d'être protégée.

Même si celle-ci n'est pas esthétique, artistique ou belle. Elle peut très bien être plutôt laide ou même ridicule.

Cette création doit être 'originale'. La notion est très large.

▪ Exemple

Marie suit des cours de broderie. Elle crée une tapisserie qui représente un ciel étoilé. Son amie Maude ne trouve pas cette tapisserie très jolie. Peu importe, cette création est en tous les cas originale aux yeux du droit d'auteur et donc protégée.

Ne sont pas protégées, les créations purement techniques ou celles qui ne sont pas le fait de l'homme. Une invention scientifique ou technique, n'est donc pas protégée par le droit d'auteur¹⁴. Un élément de la nature ne l'est pas davantage.

L'œuvre doit également être mise en forme, c'est-à-dire, qu'une simple idée ne peut pas être protégée. La mise en forme peut être simplement orale.

Pour être protégée par la loi, l'œuvre doit

- être exprimée dans une certaine forme. L'œuvre doit pouvoir être communiquée au public ;
- être originale. Elle doit « porter l'empreinte personnelle de son auteur ». Cela signifie qu'elle doit faire voir la personnalité de son créateur.

Pour que l'œuvre soit protégée, il ne faut accomplir aucune formalité. Le seul fait de créer l'œuvre et de la mettre en forme la protège.

L'œuvre sera protégée jusqu'à 70 ans après la mort de son auteur¹⁵. Ainsi, pendant toute sa vie, l'auteur conserve les droits. C'est à lui qu'il faut demander l'autorisation d'utiliser l'œuvre. Pendant les 70 années qui suivent le décès de l'auteur, ce sont ses héritiers qui conservent les droits et qui accordent le droit d'utilisation de l'œuvre.

Après cette période, l'œuvre tombe dans le domaine public c'est-à-dire que tout le monde peut l'utiliser sans demander d'autorisation.

Lorsque l'œuvre est anonyme ou lorsque l'auteur utilise un pseudonyme, c'est à l'éditeur qu'il faut demander l'autorisation.

¹⁴ Mais peut l'être par d'autres droits, comme le droit de brevet

¹⁵ Nous parlons ici d'un auteur mais il peut aussi arriver que plusieurs personnes créent une œuvre. A ce moment là, les règles de base expliquées ici s'appliquent mais avec des adaptations. Retenons que chaque auteur doit respecter les droits de l'autre.

Quels sont les droits de l'auteur ?

L'auteur a des droits patrimoniaux et des droits moraux.

Droit patrimoniaux

Les droits patrimoniaux

→ Seul l'auteur a le droit de reproduire ou d'autoriser la reproduction de son œuvre.

Reproduire signifie copier intégralement ou partiellement l'œuvre. La copie est matérielle lorsque l'œuvre est reproduite telle quelle ; elle est intellectuelle lorsqu'elle reprend l'œuvre de l'auteur mais en changeant sa forme. La reproduction qui fait l'objet du droit porte sur n'importe quel support.

- Exemple

Télécharger, graver, photocopier, scanner, photographier, etc.

→ Seul l'auteur a le droit de communiquer son œuvre au public.

Cette communication peut se faire via Internet mais aussi sur scène, par la diffusion à la télévision, à la radio, dans une salle de cinéma, etc.

- Exemple

Mettre en ligne un poème écrit par un ami ou de la musique...

En contrepartie de ces droits, l'auteur reçoit une rémunération. C'est pourquoi, ces droits sont dits « patrimoniaux ».

Droit moraux

Les droits moraux

→ Seul l'auteur a le droit de divulguer son œuvre.

Il est le seul à décider s'il veut rendre son œuvre accessible au public, quand le faire et comment le faire.

- Exemple

Jean-Philippe est l'auteur des « Monologues d'un vidéo gamer solitaire ». Sa copine Maryse découvre le manuscrit dans sa chambre. Elle le trouve absolument génial et décide de proposer à Yves, comédien prometteur, de l'interpréter. Maryse compte filmer la prestation d'Yves et mettre la vidéo sur YouTube. Maryse pense que Jean-Philippe sera ravi de cette surprise. Maryse commet une erreur, Jean-Philippe est furieux contre elle et Yves ! Jean-Philippe a raison, il est le seul à pouvoir décider quand il considère que ses « Monologues » sont prêts à être communiqués au public.

<p>Droit moraux</p>	<p>→ L’auteur a également un droit de paternité sur son œuvre, il a donc le droit de signer son œuvre soit sous nom, soit sous un pseudonyme ou même de la rendre anonyme.</p> <p>▪ Exemple Si Maryse communique au public les « Monologues » de Jean-Philippe avec son autorisation, elle doit annoncer que l’auteur est Jean-Philippe. Si Jean-Philippe souhaite utiliser un pseudonyme ou communiquer anonymement son œuvre, Maryse doit aussi respecter ce choix.</p> <p>→ L’auteur a aussi le droit au respect ou à l’intégrité de son œuvre. Si quelqu’un veut modifier son œuvre, l’auteur peut s’y opposer.</p> <p>▪ Exemple Maryse n’aura pas le droit de modifier le texte des « Monologues », ni d’ajouter ou de retrancher des phrases, des mots ou même des points-virgules. Yves ne pourra pas non plus le faire sans l’autorisation de Jean-Philippe.</p> <p>Il faut l’autorisation expresse, écrite et spécifique de l’auteur pour toute reproduction, modification et communication au public de son œuvre.</p>
----------------------------	--

Les exceptions au droit d'auteur

Sur Internet, deux problèmes se rencontrent souvent : celui de la copie privée et celui du Peer-to-Peer.¹⁶

Copie privée	<p>La copie privée a fait couler beaucoup d'encre. Certains disent que c'est un droit. Il n'en est rien. En réalité, elle est une exception au droit d'auteur. Plusieurs conditions doivent être remplies pour pouvoir bénéficier de cette exception.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Pour les œuvres sonores et audiovisuelles (musique et films), il est possible de les reproduire si la copie est destinée au cercle de famille. En effet, une rémunération au profit de l'auteur est incluse dans le prix de vente des appareils d'enregistrement et des cassettes, CDs, Vds vierges. <p>Par exemple, je peux très bien enregistrer, c'est-à-dire copier une chanson de mon artiste préféré sur l'ordinateur familial. La copie se fait à partir d'un CD que j'ai acheté légalement, donc non piraté. Toute la famille en profitera car cette chanson se trouvera sur la bibliothèque du lecteur multimédia de l'ordinateur.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Pour les œuvres plastiques¹⁷, leur reproduction est autorisée si le but est « strictement privé ou didactique »¹⁸ et si cette reproduction ne porte pas préjudice à l'exploitation normale de l'œuvre. <p>Par exemple, il est permis de copier dans le fichier « mes images » de l'ordinateur l'œuvre d'un photographe trouvée sur Internet et de la mettre comme fond d'écran par exemple. Cette image ne peut cependant pas être reproduite à plus grande échelle. Elle ne peut pas non plus être modifiée au moyen d'un logiciel spécifique.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Pour les articles de journaux et les revues, il n'est pas possible de les reproduire lorsqu'ils se trouvent sur un support autre que le papier (support numérique, Internet, CD-Rom,...) sauf si le but est celui de l'enseignement ou de la recherche scientifique. <p>Par exemple, si un professeur utilise des articles qu'il a téléchargés sur le site Internet d'un quotidien wallon afin de l'analyser en classe, il n'y a aucun problème. Par contre, il ne peut pas les utiliser pour les diffuser sur son blog personnel.</p>
---------------------	---

¹⁶ Pour aller plus loin sur ce sujet : voir :A. Beerenboom, le nouveau droit d'auteur et les droits voisins, (3ème éd.), collection Création Information Communication, Larcier, Bruxelles, 2005, p.313 et 153 et s.

¹⁷ Arts plastiques : l'architecture, le dessin, la gravure, la peinture, et plus particulièrement, le modelage et la sculpture. Définition sur <http://www.cnrtl.fr/definition/plastique>

¹⁸ Article 22 de la loi relative au droit d'auteur

<p>Peer-to-Peer</p>	<p>Le Peer-to-Peer est un système qui permet aux internautes de s'échanger de la musique ou des films.</p> <p>Un internaute met de la musique ou des films à la disposition d'un autre internaute. Le système le plus connu est sans doute KaZaA. Il est important de retenir que ni l'internaute qui télécharge une œuvre grâce au Peer-to-Peer ni celui qui télécharge une œuvre pour ensuite la diffuser aux internautes n'entrent dans l'exception pour la copie privée.</p> <p>Le téléchargement d'une copie par le système de Peer-to-Peer pour en faire un usage privé ne tombe pas davantage dans l'exception.</p> <p>Le Peer-to-Peer est donc tout simplement une violation du droit d'auteur.</p> <p>Il ne faut jamais perdre de vue que le téléchargement illégal reste interdit même si beaucoup de personnes le font !</p>
<p>Autres exceptions</p>	<p>D'autres exceptions au droit d'auteur existent. Parmi celles-ci, on retrouve notamment ¹⁹:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La citation : par exemple, pour faire un exposé sur le métier de policier. Il suffit de taper sur Google « policier » et on tombe directement sur le site de Wikipédia. Un extrait du site en question peut être cité mais en mentionnant la référence du site. ▪ la reproduction aux fins d'illustration d'un enseignement ou de recherche scientifique. Par exemple, pendant le cours de morale, le professeur passe le film « 12 hommes en colère » afin de faire réfléchir la classe sur la justice et son fonctionnement. Le professeur de morale peut diffuser cette vidéo à ses élèves, étant donné qu'il le fait dans un but d'enseignement.

¹⁹ Notons que l'auteur peut cependant décider d'abandonner ses droits patrimoniaux. Quant aux droits moraux, l'auteur ne peut pas y renoncer

Les règles d'or

- L'auteur ou ses héritiers doivent donner leur consentement à toute reproduction, communication, ou divulgation de l'œuvre.
- Lorsque l'on cite une œuvre, il faut mentionner l'auteur et le titre de l'œuvre.
- Il est interdit de modifier une œuvre sans l'accord de l'auteur.
- Il est interdit de télécharger de la musique ou des films en utilisant le Peer-to-Peer.
- La copie privée doit vraiment être « privée ».
- La reproduction ou la diffusion d'une œuvre est autorisée si c'est dans un but d'enseignement ou de recherche.

En bref

Est illégal(e) :

- toute exploitation de l'œuvre d'un auteur sans son autorisation expresse et écrite ;
- l'exploitation de l'œuvre sans citer le nom de l'auteur, son pseudonyme ou le nom de l'éditeur si l'œuvre est anonyme ;
- le Peer-to-Peer.

Quant aux œuvres qui tombent dans le domaine public, elles ne sont plus protégées par le droit d'auteur.... On peut donc télécharger Mozart sans l'autorisation de ses héritiers....

Il faut donc :

- pour reproduire ou communiquer une œuvre au public, il faut que son auteur ait donné son consentement, son autorisation ;
- il faut également mentionner le nom de l'auteur de l'œuvre, respecter le choix de l'auteur d'utiliser un pseudonyme ou d'être anonyme ;
- seul l'auteur peut décider de la divulgation de son œuvre. Il est interdit de modifier l'œuvre d'un auteur sans son autorisation ;
- une autorisation ECRITE est nécessaire en droit d'auteur.

Fiche
« Les contenus illicites et préjudiciables pour les jeunes »



- **Faites le test**
- **Correction du test**



- **Contenus illicites et préjudiciables**
 - **Les contenus illicites**
 - **Les contenus préjudiciables**
- **Les règles d'or des contenus illicites et préjudiciables**
- **En bref**



AVERTISSEMENT


Cette fiche traite de sujets particulièrement difficiles. Plus encore que les autres fiches pédagogiques, elle ne se destine pas aux élèves mais seulement aux enseignants. Nous attirons votre attention sur l'importance de restituer le message contenu dans cette fiche en l'adaptant à la classe.

Faites le test

Ces comportements sont-ils des comportements illicites ? Préjudiciables ? Autorisés ?

Attribuez à chaque histoire un feu : rouge pour un comportement illicite, orange pour un comportement préjudiciable et vert pour un comportement autorisé...

Exemple 1	Etienne a 16 ans. Cette année, il a décidé de faire son « coming-out ». Etienne va profiter du premier cours de l'année pour annoncer à sa classe qu'il est homosexuel. Tout le monde réagit très bien à la nouvelle, sauf Jonathan qui insulte Etienne violemment. Peu après, Jonathan crée un groupe « anti-homosexuel » sur Netlog et contacte plusieurs de ses amis.
	<input type="checkbox"/> FEU ROUGE <input type="checkbox"/> FEU ORANGE <input type="checkbox"/> FEU VERT
Exemple 2	Jordan , le grand frère de Thomas (13 ans) a 19 ans. Quand Jordan revient de la fac le week-end, il va directement se connecter sur Internet afin de jouer à un jeu en réseau, un MMORPG (jeu de rôle en ligne massivement multi joueurs). Un jour, Thomas supplie son grand frère de lui montrer comment cela fonctionne et de le laisser jouer.
	<input type="checkbox"/> FEU ROUGE <input type="checkbox"/> FEU ORANGE <input type="checkbox"/> FEU VERT

<p>Exemple 3</p>	<p>Jennifer a 15 ans. Elle aimerait lire le livre que toutes ses copines ont lu et relu et dont l'adaptation est disponible sur un site de téléchargement payant : Twilight. Jennifer aimerait aussi voir le film. Cependant, étant donné que l'histoire parle de vampires, ses parents ont peur que ce film ne soit violent. Jennifer leur explique que le film n'est pas interdit aux moins de 18 ans...</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>



Exemple 1 : FEU ROUGE

La discrimination basée sur l'orientation sexuelle est interdite en Belgique, au même titre que la discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique ou encore le sexe. Dans le cas d'Etienne, il est victime d'insultes, mais aussi il est susceptible de devenir victime d'actes de violence. Il pourrait également se plaindre de (cyber) harcèlement (voir la fiche relative au droit à la tranquillité et au cyber-harcèlement).



Exemple 2 : FEU ORANGE

Thomas doit être prudent. Ce type de jeu évolue avec les joueurs. Il peut donc s'avérer être trop violent ou avec des contenus qui peuvent choquer Thomas. Même si ce type de jeu est adapté au départ aux adolescents, il peut évoluer et ne plus l'être. Pour chaque âge, la signalétique PEGI online donne une indication sur l'âge autorisé pour le jeu et son contenu. Cependant, il faut rester vigilant et se méfier de ce type de jeu en réseau (voir la fiche jeux en ligne et transactions sur Internet).



Exemple 3 : FEU VERT

Jennifer a raison. Ce film n'est pas interdit aux mineurs en Belgique. Cependant, les parents de Jennifer peuvent évidemment lui interdire d'aller voir ce film. Il est intéressant de savoir qu'en Suisse, l'âge légal pour ce film est 12 ans et l'âge conseillé...14 ans.

Tous les contenus préjudiciables ne sont pas illicites...

Certains contenus sont illicites, c'est-à-dire qu'ils sont interdits par la loi. Si une personne diffuse ce type de contenus, elle pourra être poursuivie pénalement et encourir des sanctions pénales, pouvant aller de la réprimande jusqu'au placement en institution publique de protection de la Jeunesse.

Les contenus illicites les plus répandus sur Internet sont : le racisme, la xénophobie, l'homophobie, la pédopornographie, la provocation aux crimes et délits et l'atteinte à l'honneur et à la bonne réputation (voir ci-dessous).

Par contre, certains contenus sont autorisés par la loi mais sont dits préjudiciables, c'est-à-dire qu'ils sont dangereux pour le développement physique et mental des personnes qui n'en sont pas les destinataires. Cela signifie que ces contenus ne sont pas adaptés à certaines catégories de personnes.

Pour ces personnes, même adultes, les contenus violents par exemple, avec des propos grossiers, qui effraient, faisant référence à la drogue²⁰, etc., peuvent déranger voir perturber très gravement.

Concernant les programmes télévisés ou les films, il existe une signalétique, qui indique l'âge en-dessous duquel le contenu est préjudiciable. Cependant, certains films déconseillés aux moins de 16 ans peuvent quand même choquer un adulte.

Concernant les jeux vidéo *off line*, la signalétique PEGI renseigne non seulement sur l'âge conseillé mais aussi sur le type de contenu préjudiciable. Quant aux jeux en réseau, il est possible de savoir si le jeu ne comporte pas de contenu préjudiciable grâce au logo PEGI Online (voir la fiche, jeux en ligne).

Sur Internet, des systèmes existent pour éviter qu'un mineur ne soit confronté à un contenu choquant comme des systèmes de filtres ou d'accord parental.

²⁰ Inspiration de la signalétique « PEGI »

Les contenus illicites

Le racisme, la xénophobie et la discrimination, la pédopornographie, la provocation aux crimes et délits, l'atteinte à l'honneur et à la bonne réputation.

Le racisme, la xénophobie et la discrimination

La Belgique s'est dotée de plusieurs lois pour sanctionner le racisme, la xénophobie, le négationnisme mais aussi les autres formes de discrimination.

- **La loi du 30 juillet 1981** tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie

A l'origine, l'incitation à la haine raciale, la ségrégation, etc., étaient sanctionnées ainsi que le fait de vouloir convaincre les autres. Depuis peu, la simple diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale est également condamnable.

Exemple : le fait qu'un jeune relaye une blague stigmatisant une communauté peut être considéré comme un comportement raciste. Le jeune ne veut pas nécessairement « convaincre d'autres personnes » mais diffuse l'idée de l'infériorité d'une communauté.

- **La loi du 23 mars 1995** tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis sous le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale

Le génocide pratiqué par le régime nazi allemand durant la Seconde guerre mondiale est une évidence. Cependant, certaines personnes nient l'existence de ce génocide et l'existence des camps de concentration et de déportation. D'autres les minimisent, tentent de les justifier ou encore les approuvent ouvertement. Ces comportements sont inadmissibles lorsque l'on connaît les atrocités commises durant la Seconde guerre mondiale. La Belgique sanctionne donc pénalement ces comportements lorsqu'ils sont le fait d'un adulte par un emprisonnement de 8 jours à un an ainsi qu'à une peine d'amende. Les mineurs encourent d'autres sanctions comme des « mesures de protection ».

- **La loi du 10 mai 2007** tendant à lutter contre certaines formes de discriminations

La pédoporno- graphie

La Belgique a adopté une loi ayant pour but de lutter contre la traite des êtres humains et la pornographie enfantine –pédopornographie- (article 383bis du code pénal).

Cette loi prévoit que la participation à l'échange de pornographie enfantine, la simple possession de celle-ci et l'emprunt de matériel pédopornographique sont sanctionnables. La seule détention en connaissance de cause est également punissable.

Il existe d'autres lois visant à protéger les mineurs contre des adultes peu scrupuleux comme les dispositions relatives à la corruption de la jeunesse ou encore l'interdiction des actes contraires aux bonnes mœurs.

<p>La provocation aux crimes et aux délits</p>	<p>La provocation à commettre des crimes ou des délits consiste en le fait de créer ou de « renforcer la résolution criminelle ». ²¹</p> <p>Par exemple, la bande de Grégory n'aime pas Kévin. Grégory donne rendez-vous à ses acolytes sur MSN Messenger afin de leur expliquer comment s'introduire sur l'ordinateur de Kévin²² pour lui faire peur. A cette fin, il leur montre où aller chercher un cheval de Troie et comment l'utiliser.</p> <p>Cet exemple illustre la provocation « privée ». Quelqu'un pousse une autre personne à commettre un délit (par exemple, un vol) ou un crime (par exemple, un meurtre), que la personne ait déjà eu l'idée de commettre le crime ou le délit, ou qu'elle ne l'ait pas encore eue.</p> <p>Un autre type de provocation est la provocation « publique ». Celui qui provoque le fait au moyen de discours, articles, images, affiches,...</p> <p>Par exemple, François est xénophobe. Il en appelle sur son blog à frapper toutes les personnes d'origines étrangères. Non seulement François est coupable de racisme et de xénophobie mais en plus, il tente de pousser d'autres personnes à commettre des délits.</p> <p>Il ne faut cependant pas confondre « provocation » et « influence ».</p> <p>L'influence exercée se distingue de la provocation. En effet, la provocation vise un crime ou un délit spécifique. Par exemple, Laurent paye Jérôme pour qu'il frappe ou qu'il vole quelqu'un d'autre. Ou encore, Laurent en appelle à cyberharceler toutes les personnes d'une certaine origine.</p> <p>L'influence ne vise pas un crime ou un délit spécifique. On pense principalement ici aux jeux vidéo violents ou aux émissions de télévision violentes. Ces jeux et films banalisent la violence mais n'incitent pas à commettre un délit ou un crime en particulier. Ces contenus sont préjudiciables mais pas illicites même s'ils influencent le comportement des spectateurs ou des joueurs.</p> <p>La sanction en cas de provocation aux crimes et délits est très importante. En effet, le « provocateur » sera puni comme l'auteur du crime ou du délit, celui qui l'a commis matériellement. Le provocateur sera donc aussi l'auteur étant donné qu'il a participé au crime ou au délit. Les peines seront donc les mêmes pour le provocateur que pour l'auteur.</p>
---	---

²¹ Voir notamment : <http://www.droit.fundp.ac.be/cours/pen/titreIII,%20chapitre%201.03-04.ppt>, page 11

²² Article 550bis du code pénal

**L'atteinte à
l'honneur et à la
bonne
réputation**

Dire quelque chose d'autrui qui puisse lui nuire est, en règle générale, interdit sauf si l'information a bien été vérifiée, si on a la preuve de ce qu'on avance ou si le droit à l'information du citoyen justifie la divulgation de cette information nuisible à autrui.

Il existe trois formes d'atteinte à l'honneur et à la bonne réputation d'autrui : la diffamation, la calomnie et l'injure.

- **La diffamation et la calomnie** sont des infractions pénales. Elles sont punies par les articles 443 et 444 du code pénal. Une définition possible est le fait « d'imputer méchamment et de façon publique à une personne déterminée un fait précis sans en apporter la preuve²³ ». Il faut donc que plusieurs conditions soient remplies pour qu'un comportement soit pénalement répréhensible :

- un fait précis, une personne déterminée ;
- une atteinte à l'honneur ou l'exposition au mépris public ;
- une accusation publique (pas en privé) ;
- une preuve de l'accusation qui n'est pas rapportée ;
- une intention méchante.

Exemple: Christophe accuse le professeur X de sport de lui avoir volé son lecteur MP3 il y a un an à l'occasion d'une confiscation lors du cours. Il s'en plaint sur MySpace, crée un groupe anti professeur X et espère que ce dernier prendra un congé maladie pour dépression nerveuse. C'est une calomnie.

- **L'injure** est également punissable par la loi. Contrairement à la diffamation ou à la calomnie, elle ne fait pas référence à un fait précis et par définition, aucune preuve ne peut en être rapportée.

Plusieurs conditions doivent être réunies pour que l'injure soit pénalement sanctionnée :

- une injure (une atteinte à l'honneur) par faits, images ou emblèmes, etc. et non pas un fait précis ;
- l'injure doit être publique ;
- il faut une intention méchante.

Le juge tiendra compte du contexte concret dans lequel l'injure a été proférée (langage, âge, public, etc.).

Exemple : dire d'un préfet qu'il a "disjoncté", qualifier quelqu'un de "raciste", de "pleutre", dire à quelqu'un "je t'emmerde", ...

²³ Voir le Rapport TIRO, p. 119 : la différence entre calomnie et diffamation en droit est mince et tient à une question de preuve.

Les contenus préjudiciables

Des contenus offensants ou choquants mais légaux.

Des contenus offensants ou choquants

Des contenus offensants ou choquants

→ Certains contenus peuvent être dommageables pour certaines personnes...

Tous les contenus ne sont pas dommageables et toutes les personnes ne sont pas susceptibles d'être choquées par un même contenu.

Cela dépend de beaucoup de choses prises individuellement ou ensemble : l'âge, la maturité, le contexte social, etc.

- **Par exemple**, une série comme « Buffy contre les vampires » peut apeurer Anna, 15 ans tandis que son petit frère de 13 ans ne trouve pas du tout cette série effrayante.

→ Quels sont les contenus « préjudiciables » ?

Des films ou des programmes violents contenant des expressions vulgaires ou grossières, effrayants, à caractère sexuel ou contenant des références à la consommation de drogues, etc....


Il est très difficile de dire ce qui est préjudiciable ou non, étant donné que cela dépend de chaque individu. Ce qui est préjudiciable pour l'un ne l'est pas pour autant pour l'autre...

- **Exemple** : Maya a 16 ans, elle a entendu parler du film d'horreur l'Exorciste, interdit aux moins de 12 ans. Maya décide de le regarder étant donné qu'elle est dans l'âge autorisé. Pourtant, Maya est très choquée par ce film, elle en fait des cauchemars la nuit et peine à trouver le sommeil.

→ Quelles sont les personnes susceptibles d'être choquées ou offensées ?

Chaque individu peut l'être, même un adulte. Cependant, les mineurs risquent de l'être plus vite et plus fort que les adultes par certains contenus compte-tenu de leur maturité et de leur âge.

En outre, ils ne sont pas souvent préparés à y faire face. Moins le contenu est adapté à la personne, plus les dommages peuvent être importants et longs à réparer.

<p>Des contenus légaux</p>	<p>Des contenus légaux :</p> <p>→ Pourquoi ne pas dire que ces contenus « préjudiciables sont illicites » ?</p> <p>Dans notre droit, un principe très important est celui de la liberté d'expression. Il autorise toute personne à communiquer et à recevoir des informations ou des idées. Il comprend également la liberté d'opinion.</p> <p>Ce principe a pour conséquence que toute personne peut (mais n'est pas obligée) prendre connaissance ou publier des contenus qui peuvent être préjudiciables / pourraient s'avérer préjudiciables pour d'autres.</p> <p>Un équilibre doit donc être trouvé entre liberté d'expression et protection des mineurs.</p>
	<p>→ Quelles sont les solutions possibles ?</p> <p>Avant tout, être bien informé est très important. L'information peut venir de l'école, des parents, des centres récréatifs, des associations d'éducation aux médias, etc....</p> <p>Il existe également des sites d'information tels que Clicksafe.be.</p> <p>Les parents et l'école peuvent aussi installer des vérificateurs d'âge (AVS pour <i>Age verification system</i>). La vérification de l'âge peut se faire via une carte d'identité électronique (kids-ID, par exemple) ou une carte bancaire.</p> <p>Les contenus peuvent être aussi vérifiés (CVS pour <i>Content verification system</i>) par un système de filtrage et de contrôle parental (TortoiseCVS, WinCVS par exemple).</p>
<p>Des exemples</p>	<p>→ Les sites pro-ana</p> <p>Ces sites font l'apologie de l'anorexie, maladie mentale ayant pour principale caractéristique le manque d'appétit et le refus de s'alimenter. Les personnes qui en souffrent maigrissent, souvent jusqu'à en mourir.</p> <p>Ces sites qui encouragent l'anorexie sont particulièrement dangereux. Beaucoup de personnes sont choquées par les commentaires et les images que ces sites contiennent. En outre, des personnes influençables ou présentant des risques de tomber dans cette maladie peuvent être entraînés dans l'anorexie et les personnes souffrant de cette maladie sont entretenues dans celle-ci.²⁴</p> <p>→ Les sites pro-suicide</p> <p>Certains sites expliquent comment se suicider et contiennent des images et des propos très choquants. En outre, ils poussent des personnes, qui sont déjà dans un état de faiblesse, à aller jusqu'au bout de leur geste.</p>

²⁴ Une proposition de loi a été déposée par la Sénatrice Anne-Marie Lizin le 6 juin 2008. Cette proposition de loi s'intitule « proposition de loi visant à combattre l'anorexie par les médias et par Internet chez les jeunes filles ».

Les règles d'or

Comment faire pour éviter ces contenus ou pour lutter contre eux ?

Des solutions a priori et a posteriori existent.

→ A priori : Les vérificateurs d'âge ou de contenus

Des certificateurs d'âge ou des certificats de contenus peuvent être installés sur les ordinateurs utilisés par de jeunes internautes. Ces systèmes permettent d'éviter que les jeunes ne soient confrontés à des contenus illicites ou préjudiciables. Même si ces systèmes ne sont pas parfaits, ils constituent un minimum de prévention.

→ A posteriori : Ecops

[Ecops](http://www.ecops.be) est un peu le commissariat de police sur Internet. Il permet de signaler les délits commis sur Internet. Il ne faut pas hésiter à utiliser cette plateforme même si on ne sait pas trop si le contenu est « illicite » ou « préjudiciable ». Les services de police sauront trancher. Voir <http://www.ecops.be>.

→ Click safe

[Click Safe](http://www.clicksafe.be) est un site Internet dédié aux enfants, aux adolescents, aux parents et aux professeurs. Il s'adresse en particulier à chacun d'eux. C'est principalement un site d'information ayant pour but d'apprendre à surfer en toute sécurité. <http://www.clicksafe.be>.

→ Stop child porno

Il s'agit d'un site dédié à la lutte contre la pédopornographie sur Internet en particulier. Ce site permet d'une part de s'informer et d'autre part de signaler tout contenu « mettant l'intégrité des enfants en danger ²⁵ ».

En bref

- Il existe deux types de contenus dangereux sur Internet : les contenus préjudiciables et les contenus illicites.
- Les contenus illicites sont interdits pour tout le monde, jeunes comme adultes. Il s'agit principalement des contenus racistes, xénophobes, négationnistes, pédopornographiques, ayant pour objet d'inciter à la perpétration de crimes et délits, ou d'atteindre l'honneur et la bonne réputation d'autrui.
- Pour éviter ces contenus, mieux vaut installer des vérificateurs d'âge ou de contenus sur l'ordinateur.
- Les contenus préjudiciables ne sont pas interdits par la loi mais ils peuvent être choquants voir même traumatisants. Ils ne sont pas adaptés aux jeunes.
- Les principaux contenus préjudiciables sont : les films, images ou programmes violents, contenant des expressions vulgaires ou grossières, effrayants, à caractère sexuel, contenant des références à la consommation de drogues, encourageant la discrimination, etc.
- Lorsque l'on tombe sur un contenu préjudiciable ou illicite ou un contenu troublant, mieux vaut le signaler sur le site d' « ecops » ou « stop child porno » s'il s'agit d'un contenu pédopornographique ou, même au professeur ou à ses parents. Bref, ne pas hésiter à en parler !

²⁵ Site : <http://www.stopchildporno.be>

Fiche

« Droit à la tranquillité et cyberharcèlement »



- Faites le test
- Correction du test






- Le droit à la tranquillité
- Le cyberharcèlement
- Que faire en cas de cyberharcèlement ?
- Les règles d'or face au cyberharcèlement
- En bref

Faites le test

Ces comportements sont-ils des comportements contraires au droit à la tranquillité de chacun ?


Attribuez à chaque histoire un feu.


<p>Exemple 1</p>	<p>Jérôme est très amoureux de Christelle. Malheureusement, elle préfère sortir avec Etienne, le playboy des 1-2. Jérôme est cependant très ami avec le frère de Christelle, Corentin. Jérôme se fait inviter par Corentin chez lui. Alors que Christelle sort de la douche, il prend une photo avec son gsm et quitte ensuite précipitamment la maison de Corentin et Christelle. Rentré chez lui, il met la photo de Christelle sur Facebook. Il envoie la photo à tous ses amis par mail et accompagne celle-ci de commentaires très moqueurs. Après, il monte une petite vidéo sur base de la photo et la met sur son blog.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Pauline a beaucoup entendu parler des dangers d'Internet à l'école et notamment des problèmes de cyberharcèlement. En consultant ses mails, Pauline ouvre celui que Stéphanie lui a envoyé. Apparemment, celle-ci est très en colère sur Pauline, qui lui a « piqué » son petit copain. Stéphanie insulte copieusement Pauline dans ce mail. Pauline décide d'en parler immédiatement à ses parents et le lendemain matin, d'en informer la directrice de son école.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

Exemple 3	<p>Julien est la tête de turc de la classe. Simon l'embête à chaque récré. A la maison ce n'est pas fini, Julien reçoit des insultes par sms et un groupe s'est formé sur Facebook contre lui. Cette fois, c'en est trop, Julien se décide à en parler à Madame Dupont, la titulaire de la classe.</p>
	<div data-bbox="469 461 695 495"> <input type="checkbox"/> FEU ROUGE </div> <div data-bbox="469 528 719 562"> <input type="checkbox"/> FEU ORANGE </div> <div data-bbox="469 595 665 629"> <input type="checkbox"/> FEU VERT </div>

Correction du test

Ces comportements sont-ils respectueux du droit à l'image d'autrui ?

<p>Exemple 1</p>	<p>Jérôme est très amoureux de Christelle. Malheureusement, elle préfère sortir avec Etienne, le playboy des 1-2. Jérôme est cependant très ami avec le frère de Christelle, Corentin. Jérôme se fait inviter par Corentin chez lui. Alors que Christelle sort de la douche, il prend une photo avec son gsm et quitte ensuite précipitamment la maison de Corentin et Christelle. Rentré chez lui, il met la photo de Christelle sur Facebook. Il envoie la photo à tous ses amis par mail et accompagne celle-ci de commentaires très moqueurs. Après, il monte une petite vidéo sur base de la photo et la met sur son blog.</p>
	<p>FEU ROUGE</p> <p>Jérôme se venge de Christelle en rendant publique une photo très embarrassante pour elle. Jérôme a violé sa vie privée, son droit à l'image et se rend aussi coupable d'outrage public aux bonnes mœurs et enfin de cyberharcèlement. En effet, cette seule photo sera vue plusieurs fois.</p> <p>Voir aussi les fiches « vie privée », « droit à l'image » et « contenus illicites et préjudiciables »</p>

<p>Exemple 2</p>	<p>Pauline a beaucoup entendu parler des dangers d'Internet à l'école et notamment des problèmes de cyberharcèlement. En consultant ses mails, Pauline ouvre celui de Stéphanie. Apparemment, celle-ci est très en colère sur Pauline, qui lui a « piqué » son petit copain. Stéphanie insulte copieusement Pauline dans ce mail. Pauline décide d'en parler immédiatement à ses parents et le lendemain matin d'en informer, la directrice de son école.</p>
	<p>FEU ORANGE</p> <p>Pauline confond ici insulte et cyberharcèlement. Si cet incident ne se reproduit pas, ce n'est pas du harcèlement mais un mail d'insultes proférées en privé, étant donné que le mail est adressé uniquement à Pauline. Le mieux est d'en parler d'abord calmement avec Stéphanie le lendemain</p>

Exemple 3

Julien est la tête de turc de la classe. Simon l'embête à chaque récré. A la maison ce n'est pas fini, Julien reçoit des insultes par sms et un groupe s'est formé sur Facebook contre lui. Cette fois, c'en est trop, Julien se décide à en parler à Madame Dupont, la titulaire de la classe.



FEU VERT

Julien adopte la bonne attitude. Face au harcèlement, il faut réagir en en parlant avec un adulte de confiance

Toute personne a droit au respect de sa tranquillité. Cela va de pair avec le respect d'autrui mais aussi avec le respect de la vie privée des personnes²⁶, et le respect de la liberté de chacun dans le choix de ses interlocuteurs.

Tous ces droits sont à la base des règles interdisant le harcèlement et le cyberharcèlement.

Que dit la loi ?

La loi protège le droit à la tranquillité en interdisant le harcèlement. Elle protège la victime du harcèlement en mettant à sa disposition plusieurs « armes juridiques » afin de mettre fin au harcèlement. Le harcèlement « classique » ou « off-line » est interdit par l'article 442bis du code pénal. L'article 145§3bis de la loi du 13 juin 2005 vise « l'usage abusif d'un moyen de communication électronique ». La loi ne parle donc pas de « cyberharcèlement ». Cependant, par rapport à chaque cas d'espèce, l'un ou l'autre outil juridique pourra être employé pour mettre fin au cyberharcèlement.

Quelques mots sur le cyberharcèlement en général

Le (cyber)harceleur peut utiliser Internet ou un gsm pour continuer à harceler ses victimes même chez elles et à tout moment du jour ou de la nuit. Il s'agit alors pour le harceleur de prolonger son activité jusque chez la victime, de sorte qu'il ne lui laisse aucun repos.

Il peut aussi s'attaquer à des personnes qu'il ne connaît que virtuellement, qu'il a rencontré par hasard sur un forum ou une plateforme de réseau social (type Facebook, MySpace, etc.). Dans ce cas, le cyber- harceleur ne connaît pas sa victime. Derrière son écran d'ordinateur, cette distance par rapport à la victime, a pour conséquence qu'il ne se rend pas compte des dégâts qu'il cause dans sa vie.

Souvent, le harceleur a été lui-même victime de harcèlement.

Nul n'est donc à l'abri de ce type de pratique.

Pour que le harcèlement (quel que soit le moyen utilisé) soit répréhensible, il faut qu'il entraîne une atteinte grave à la tranquillité de la victime (par exemple quand son sommeil en est perturbé). De plus, l'auteur aurait dû savoir que par ses actes il importunait la tranquillité de la victime. Par exemple, il continue d'importuner la victime alors qu'elle lui a fait savoir ouvertement qu'elle ne voulait plus rien entendre – ou lire – de sa part.

²⁶ Nous vous invitons à lire la fiche consacrée au droit à la vie privée.

Plusieurs conditions doivent donc être remplies afin que l'article 442 bis du code pénal²⁷ qui punit le harcèlement s'applique :

- un comportement harcelant c'est-à-dire un comportement répétitif ou incessant ;
- une atteinte grave et réelle à la tranquillité de la personne ;
- un lien causal entre le comportement harcelant et l'atteinte à la tranquillité de la personne ;
- le harceleur savait ou devait savoir que son comportement porterait atteinte à la tranquillité d'autrui.

Le harcèlement « téléphonique » et celui « par voie électronique » sont des moyens spécifiques qu'utilise le harceleur pour importuner la victime. C'est pourquoi ce type de harcèlement entre souvent dans le champ d'application de l'article 442bis du code pénal. Cependant, d'autres dispositions peuvent s'appliquer, cela dépend du cas d'espèce.

Une autre disposition importante pouvant punir le cyberharcèlement est l'article 145 §3 bis²⁸ de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Cet article punit la personne qui utilise de façon abusive un moyen de communication électronique (comme un sms, un courriel,...).

Afin de sanctionner cet abus, plusieurs conditions doivent être réunies :

- l'utilisation d'un réseau ou d'un service de communications électroniques ou d'autres moyens de communications électroniques, l'installation d'un appareil destiné à commettre l'infraction ou la simple tentative de commettre cette infraction ;
- la volonté d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages ;
- un correspondant, une interaction directe avec la victime.

Il est important de préciser que, contrairement au harcèlement classique, l'usage abusif d'un moyen de communication électronique ne requiert pas de comportement répétitif.

²⁷ « Quiconque aura harcelé une personne alors qu'il savait ou aurait dû savoir qu'il affecterait gravement par ce comportement la tranquillité de la personne visée, sera puni d'une peine d'emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Le délit prévu par le présent article ne pourra être poursuivi que sur la plainte de la personne qui se prétend harcelée. »

²⁸ « Est punie [...] la personne qui utilise un réseau ou un service de communications électroniques ou d'autres moyens de communications électroniques afin d'importuner son correspondant ou de provoquer des dommages ainsi que la personne qui installe un appareil quelconque destiné à commettre l'infraction susmentionnée, ainsi que la tentative de commettre celle-ci. »

Le cyberharcèlement

Ce que l'on appelle communément « cyberharcèlement » couvre plusieurs réalités. La notion de harcèlement n'est pas toujours suffisante pour englober celles-ci.

Définition (s)

Plusieurs types d'infractions peuvent « coller » aux cyberharcèlement²⁹. C'est du cas par cas. De même, plusieurs infractions peuvent constituer ensemble du cyberharcèlement, tout comme une seule infraction peut être considérée comme du cyberharcèlement.

On peut schématiser de la façon suivante :

- Voir si le comportement rencontre les conditions du harcèlement dit « classique ».
 - o Sinon, voir s'il s'agit de harcèlement électronique. Le harcèlement électronique peut être soit du harcèlement classique ou de l'usage abusif de moyen de communication électronique.
 - o Sinon, on peut voir si cela ne correspond pas à des injures, diffamation ou calomnie.
 - o Sinon, voir si ce n'est pas de l'outrage public aux bonnes mœurs.
 - o Sinon, c'est peut-être du hacking.
 - o Sinon, c'est peut-être du faux en informatique.
 - o Sinon... il faut faire marcher ses méninges pour trouver une autre infraction qui pourrait « coller » au cas de cyberharcèlement que l'on a en face de soi.
- Plusieurs infractions peuvent aussi exister ensemble et constituer du cyberharcèlement.

« Harcèlement dit " classique " »

Nous avons vu que le code pénal interdit le « harcèlement » en général, qu'il soit « classique » ou électronique. Il s'agit d'un moyen efficace de sanctionner l'harceleur. Cependant, il faut que les conditions de l'article 442bis du code pénal soient remplies, ce qui n'est pas toujours le cas³⁰. La loi interdisant l'usage abusif d'un moyen de communication ou une autre loi pourra peut-être s'appliquer. Si les conditions sont bien remplies, le harceleur, s'il est majeur, encoure une peine de quinze jours à deux ans de prison et / ou une amende. Quant au mineur, des mesures « protectionnelles » sont prises à son égard.

²⁹ La structure que nous adoptons est tirée du Rapport de recherche relatif au cyberharcèlement « Cyberharcèlement : risque du virtuel, impact dans le réel » de l'Observatoire des droits de l'Internet, www.internet-observatory.be, p. 84 et s.

³⁰ Un comportement harcelant (comportement répétitif ou incessant), une atteinte grave et réelle à la tranquillité de la personne, un lien entre le comportement harcelant et l'atteinte à la tranquillité de la personne, et le fait que le harceleur savait ou devait savoir que son comportement porterait atteinte à la tranquillité d'autrui.

« Harcèlement électronique »

Comme nous l'avons déjà vu, ce type de harcèlement pourra être puni par le biais des dispositions interdisant le harcèlement « classique » ou par celle interdisant « l'usage abusif d'un moyen de communication électronique ». La loi interdit donc de harceler quelqu'un par des moyens classiques mais aussi de causer un dommage matériel à une personne en abusant d'un moyen de communication électronique.

Ex : Stéphanie est désespérée car son petit ami, Thomas vient de rompre pour sortir avec Cindy sa meilleure amie. Pour se venger, elle envoie un virus à Thomas et un autre à Cindy. Stéphanie cause un dommage à Thomas et Cindy en abusant d'un moyen de communication électronique puisqu'ils ne peuvent plus utiliser leur ordinateur.

Même si Stéphanie ne l'a fait qu'une fois, la loi interdit ce comportement car Stéphanie a « abusé d'un moyen de communication électronique ». Un adulte risque un emprisonnement de 15 jours à deux ans et / ou une amende. Pour le mineur, des mesures « protectionnelles » sont prises.

Dans le cas de Stéphanie qui a envoyé un virus à Thomas et Cindy, il n'y a pas eu de comportement répétitif mais un seul comportement. L'article 442bis ne fonctionne pas mais la loi interdisant l'usage abusif d'un moyen de communication électronique, bien.

« Injure, diffamation et calomnie »

Il est possible que le harcèlement se traduise par des injures, de la diffamation ou de la calomnie. Ce type de comportement est interdit par le droit pénal³¹. Le coupable risque des peines d'emprisonnement ou d'amende.

Exemple : Stéphanie, qui en veut toujours à Thomas et Cindy, fait circuler des rumeurs sur Internet. Elle raconte sur les forums de discussion, les « chat room » et autre Facebook que Cindy trompe déjà Thomas avec tous les garçons de sa classe et que Thomas se laisse faire sans broncher. Elle raconte aussi que Cindy est enceinte mais qu'elle ne sait pas de qui, etc... tout cela n'est que mensonges mais Stéphanie s'en moque, elle savoure sa vengeance.

Nous vous invitons à lire la fiche « contenus illicites et préjudiciables » pour plus d'informations.

« Outrages publics aux bonnes mœurs »

Le code pénal interdit « l'outrage aux bonnes mœurs » : « Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des chansons, pamphlets ou autres écrits imprimés ou non, des figures ou des images contraires aux bonnes mœurs, sera condamné [...] »³².

Quelque soit le moyen utilisé, donc également via Internet, ce type de comportement est sanctionné.

Un adulte risque de 8 jours à 6 mois d'emprisonnement et une amende.

Concernant l'outrage aux bonnes mœurs impliquant des mineurs, un article spécifique du code pénal existe.³³

Nous vous invitons à lire la fiche consacrée aux « contenus illicites et préjudiciables ».

³¹ Article 448 du code pénal

³² Article 383, alinéa 1er du code pénal

³³ Article 383bis§1 du code pénal : les peines sont évidemment plus lourdes

<p>« Le hacking »</p>	<p>L'article 550bis du code pénal sanctionne le fait de pirater le système informatique d'autrui en s'introduisant dans celui-ci.</p> <p>Exemple : Raoul est la tête de turc de la classe de 2ème D. En effet, il suscite les jalousies, étant premier de sa classe dans toutes les matières. Michaël décide de s'en prendre à l'ordinateur portable que les parents de Raoul lui ont offert pour le féliciter de ses excellents résultats scolaires. Pour cela, Michaël utilise un cheval de Troie afin de prendre le contrôle de l'ordinateur de Raoul à distance. Michaël s'est comporté comme un hacker. La sanction varie de minimum trois mois à maximum deux ans de prison et des mesures protectionnelles peuvent être envisagées si la personne est mineure.</p>
<p>« Le faux en informatique »</p>	<p>Une autre forme de cyberharcèlement est la « mascarade ». L'harcéleur se fait passer pour sa victime et envoie des messages déplaisants voir même blessants à ses proches. Ce genre de comportement est sanctionné par l'article 210bis du code pénal.</p> <p>Exemple : Il est dimanche et Sandrine s'ennuie chez elle. Elle trouve amusant de se faire passer pour Mélissa, sa pire ennemie pour faire passer le temps. Pour cela, elle crée une adresse mail « bidon » au nom de Mélissa et envoie des messages vulgaires ou agressifs aux amis de Mélissa. Le lendemain matin, Mélissa s'étonne que personne ne veuille venir s'asseoir à côté d'elle en classe... Si Sandrine était une adulte, elle risquerait une peine de prison de minimum six mois à maximum 5 ans et à une amende. En tant que mineur, Sandrine encoure la prise de mesures « protectionnelles » à son encontre.</p>

Que faire en cas de cyberharcèlement ?

En tant que victime et si c'est la première fois que l'on fait l'objet d'un message agressif ou méchant, l'observatoire des droits de l'internet conseille de laisser passer et de « faire le mort »³⁴. Avec un peu de chance, le harceleur ne continuera pas.

Par contre, si cela se répète, il faut avant tout que la victime en parle à une personne de confiance comme, par exemple, ses parents ou son professeur. Ces personnes de confiance pourront alors l'aider à porter plainte pour harcèlement et éventuellement aller en justice pour arrêter ce comportement.

Si un témoin du harcèlement veut aider la victime, il doit avant tout lui en parler afin de l'aider à trouver une solution.

Quelles sont les sanctions en cas de cyberharcèlement ?

Les mineurs sont jugés par un tribunal spécifique, celui de la jeunesse. La responsabilité pénale et personnelle du mineur peut être engagée ainsi que celle civile de ses parents à qui la victime peut réclamer des dommages et intérêts.

Des mesures dites « protectionnelles » peuvent être prises par le juge de la jeunesse. Ces mesures varient des excuses écrites à la victime à des prestations de travaux d'intérêt général.

Une mesure qui peut être intéressante dans le cas du cyberharcèlement est la médiation. Le cyberharceleur rencontre sa victime. Ce face à face permet au cyberharceleur de prendre conscience du mal qu'il a fait à sa victime. En effet, lorsqu'une personne en harcèle une autre via des moyens de communications, elle ne se rend pas nécessairement compte de la gravité de ses actes. Ce phénomène est celui de « l'effet cockpit »³⁵. Grâce à la médiation, le cyberharceleur est confronté à la réalité de ses actes, peut en prendre conscience et faire un travail sur lui-même, avec la victime, en l'envisageant comme telle.

Des sanctions disciplinaires peuvent encore être décidées par l'établissement scolaire du harceleur. Les sanctions peuvent aller du blâme à l'exclusion. Enfin, le fournisseur d'accès à Internet peut décider de suspendre ou de supprimer la connexion Internet de l'harceleur³⁶. Très souvent, le fournisseur d'accès à Internet insère dans ses conditions générales une clause avertissant l'utilisateur des risques d'un comportement illégal dont le cyberharcèlement fait partie.

³⁴ Rapport de recherche relatif au cyberharcèlement », Cyberharcèlement : risque du virtuel, impact dans le réel, l'Observatoire des droits de l'Internet, www.internet-observatory.be, fiches pratiques ;

³⁵ Ce nom vient de l'effet de distance que ressent un pilote d'avion qui largue une bombe, il ne connaît pas ses victimes, l'altitude de l'avion lui permet de créer une distance « mentale » entre le pilote et ses victimes. Cet effet est expliqué dans le Rapport de recherche relatif au cyberharcèlement « Cyberharcèlement : risque du virtuel, impact dans le réel » de l'Observatoire des droits de l'Internet, www.internet-observatory.be, fiches pratiques p.18.

³⁶ Rapport de recherche relatif au cyberharcèlement « Cyberharcèlement : risque du virtuel, impact dans le réel » de l'Observatoire des droits de l'Internet, www.internet-observatory.be, fiches pratiques.

Les règles d'or



- Ne jamais rester seul face au cyberharcèlement, il faut en parler.
- Un témoin de cyberharcèlement doit dénoncer ce type de comportement et parler à la victime.
- Mieux vaut prévenir que guérir et donc bien s'informer.
- Si un incident est isolé, l'Observatoire des droits de l'Internet conseille de faire comme si de rien n'était. Par contre, si cela persiste, ou que le comportement met mal à l'aise la victime, il faut en parler.
- Il ne faut pas hésiter à porter plainte contre le cyberharceleur.

En bref




- Briser le silence, et parler avec un adulte de confiance, les parents, un titulaire, un parrain ou marraine ou un jeune plus âgé.
- Ne pas « relever » un incident isolé, sauf s'il est très choquant ou met mal à l'aise.
- Ne pas oublier qu'un seul comportement peut constituer du cyberharcèlement, comme par exemple mettre une photo désobligeante sur Internet ou un seul message sur un blog.

Fiche « Transactions sur Internet »

E-commerce et jeux

	<ul style="list-style-type: none"> → Faites le test → Correction du test
	<ul style="list-style-type: none"> → Le jeune e-consommateur → Le jeune e-commerçant ou e-vendeur → Quelques règles d'or pour un jeune e-consommateur ou e-commerçant



E-gaming et e - gambling


	<ul style="list-style-type: none"> → Faites le test → Correction du test
	<ul style="list-style-type: none"> → Jeux en ligne, l'e-gambling et l'e-gaming → Quelques règles d'or pour un jeune e-gamer ou un e-gambler
	<ul style="list-style-type: none"> → En bref

Faites le test

Ces comportements sont-ils respectueux des règles en matière d'e-commerce et de jeux ?

Attribuez à chacun des protagonistes de ces histoires un feu rouge, orange ou vert...

<p>Exemple 1</p>	<p>Nicolas a 12 ans et va entrer en première. Il trouve que les jeux vidéo qu'il a ne sont plus de son âge. Il aimerait avoir le dernier cri en matière de jeux et notamment la nouvelle Wii. Ses parents sont d'accord pourvu que Nicolas paye une partie de sa nouvelle console en revendant l'ancienne avec les jeux. Le papa de Nicolas s'inscrit donc sur un site de vente aux enchères. Ensemble, ils vendent facilement la console et les jeux de Nicolas.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Sur un site de petites annonces, Caroline, 15 ans, repère des petits hauts de la marque « Tombouctou » super « hype » et à un prix très raisonnable. Elle décide donc de répondre à l'annonce qui décrit le top dont elle rêve pour la soirée « barbecue » chez son amie Béné. Caroline doit cependant se rendre chez le vendeur pour payer et donc acquérir le fameux top... Caroline se décide donc à en parler à sa maman. La maman de Caroline est un peu fâchée que sa fille ait fait cet achat derrière son dos mais, vu que Caroline a vraiment fait une bonne affaire, elle ferme les yeux....Caroline a juste droit à une remontrance.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Jérémie, 14 ans s'ennuie ce mercredi après-midi. Ses parents sont toujours au travail et il est censé faire ses devoirs. Jérémie décide « pour rire » de surfer sur Internet et de réserver des vacances en ligne. Il choisit un hôtel 5 étoiles aux Maldives...Même si le site Internet parle de vacances « bon marché », la facture s'élève à presque 2000 € !! Jérémie utilise la carte de banque de sa maman pour effectuer le paiement. Quelques jour plus tard, la maman de Jérémie reçoit sur sa boîte mail une confirmation de sa réservation...Elle tombe des nues mais il est trop tard, le montant a été débité de son compte.</p> <p>En rentrant, elle demande au père de Jérémie si c'est lui qui a réservé ces vacances... bien vite ses parents se rendent compte que Jérémie a fait une grosse bêtise !</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

Correction du test

Ces comportements sont-ils respectueux des règles en matière d'e-commerce et de jeux ?

Exemple 1	Nicolas a 12 ans et va entrer en première rénover. Il trouve que les jeux vidéo qu'il a ne sont plus de son âge. Il aimerait avoir le dernier cri en matière de jeux et notamment la nouvelle Wii. Ses parents sont d'accord pourvu que Nicolas paye une partie de sa nouvelle console en revendant l'ancienne avec les jeux. Le papa de Nicolas s'inscrit donc sur un site de vente aux enchères. Ensemble, ils vendent facilement la console et les jeux de Nicolas.
	FEU VERT Les parents de Nicolas l'ont bien aidé dans ses démarches. C'est en fait son papa qui a vendu la console et les jeux, seul un adulte pouvant s'inscrire sur ce site.
Exemple 2	Sur un site de petites annonces, Caroline, 15 ans, repère des petits hauts de la marque « Tombouctou » super « hype » et à un prix très raisonnable. Elle décide donc de répondre à l'annonce qui décrit le top dont elle rêve pour la soirée « barbecue » chez son amie Béné. Caroline doit cependant se rendre chez le vendeur pour payer et donc acquérir le fameux top... Caroline se décide donc à en parler à sa maman. La maman de Caroline est un peu fâchée que sa fille ait fait cet achat derrière son dos mais, vu que Caroline a vraiment fait une bonne affaire, elle ferme les yeux... Caroline a juste droit à une remontrance.
	FEU ORANGE Caroline a fait cet achat même modique dans le dos de sa maman. Avant de faire n'importe quel achat, elle doit demander l'autorisation de sa maman même si cela peut être considéré comme un achat de la vie courante.

Exemple 3

Jérémie, 14 ans s'ennuie ce mercredi après-midi. Ses parents sont toujours au travail et il est censé faire ses devoirs. Jérémie décide « pour rire » de surfer sur Internet et de réserver des vacances en ligne. Il choisit un hôtel 5 étoiles aux Maldives...Même si le site Internet parle de vacances « bon marché », la facture s'élève à presque 2000€ !! Jérémie utilise la carte de banque de sa maman pour effectuer le paiement. Quelques jour plus tard, la maman de Jérémie reçoit sur sa boîte mail une confirmation de sa réservation...elle tombe des nues mais il est trop tard, le montant a été débité de son compte.

En rentrant, elle demande au père de Jérémie si c'est lui qui a réservé ces vacances ... bien vite ses parents se rendent compte que Jérémie a fait une grosse bêtise !



FEU ROUGE

Il s'agit sans nul doute d'un acte qui n'est pas de la vie courante (outre le fait qu'il a volé la carte de sa maman!). Jérémie était bien conscient de ce qu'il faisait en décidant de réserver ces vacances... Les parents de Jérémie peuvent essayer de faire annuler l'acte de réservation. D'autant plus que le site de réservation en ligne n'a prévu aucun filtre destiné à vérifier l'âge de Jérémie lors de ses démarches.

La situation de Matteo

Matteo a 14 ans. Il est très branché « Internet ». Il est également un grand sportif et il est gardien de l'équipe de foot de son village. Il adore « prolonger la partie » en jouant chez lui sur sa PS3 à « FIFA 2009 » mais il aime aussi télécharger gratuitement des jeux en ligne. Puisqu'il épuise rapidement ses jeux, Matteo a besoin de renouveler souvent son stock. Cependant, il ne peut pas se payer de nouveaux jeux trop souvent car il n'a que son argent de poche pour s'en acheter. Il se rend donc sur les sites d'achat et de vente « de seconde main ».

Comment Matteo peut-il assouvir sa passion en toute sécurité ?

Le jeune e-consommateur

De plus en plus souvent et de plus en plus tôt, les jeunes sont amenés à acheter des choses seuls, avec leur argent de poche ou via leurs comptes en banque. Les achats vont du magazine au MP3 en passant par les vêtements ou les sandwiches.

Quels sont les règles en la matière ?

Que dit la loi ?

Un mineur (en général jusque 18 ans) ne peut pas poser des actes juridiques seul. Cela signifie que, normalement, il n'est pas possible pour un adolescent d'acheter ou de vendre seul.

Il existe cependant une exception à ce principe : un jeune pourra passer seul des « actes de la vie courante ».

Mais qu'est-ce qu'un « acte de la vie courante » ?

Par exemple, lorsqu'un mineur se rend seul au magasin pour s'acheter des bonbons, un magazine ou un T-shirt, ce sont des actes de la vie courante.

Mais, est-ce différent s'il achète un lecteur mp3, renouvelle sa garde robe, s'achète des CDs,...? Ces achats constituent-ils des « actes de la vie courante » ?

La réponse pourra varier en fonction d'un certain nombre de paramètres tels que l'âge, la situation familiale, la maturité du jeune, les usages dans le milieu du jeune, etc...

Il n'existe donc pas de réponse « toute faite » pour ce type de questions. Ce sera du « cas par cas ». Ce sera au juge de décider si nécessaire...

Sur Internet, la question est rendue encore plus ardue par la difficulté de savoir qui est la personne avec qui on communique mais surtout de savoir quel est son âge. Il est souvent difficile de savoir si le consommateur en ligne peut poser seul cet acte juridique. De nombreux moyens de paiement sont à la disposition des adolescents tels que la carte de banque ou bien le paiement au moyen d'appel téléphonique surtaxé ou par SMS. Ces moyens ne sont pas toujours appropriés, il faut donc être prudent.

Que se passe-t-il si les parents d'un adolescent veulent annuler ses achats effectués sur Internet? Ils peuvent en demander l'annulation au juge. Ainsi, si le juge considère que l'achat n'est pas un « acte de la vie courante » et que l'achat est défavorable au jeune, il pourra annuler la vente. L'adolescent doit donc avoir subi un préjudice. Par exemple, le prix était peut-être trop élevé par rapport à la valeur du bien acheté.

A titre d'exemple, a été considéré comme « acte de la vie courante », l'achat de meubles ou encore d'une installation vidéo³⁷.

Il se peut aussi que le juge considère que le contrat est inadéquat par rapport à la situation du jeune. En effet, ce que le jeune a acheté est peut-être inutile ou c'est un produit de luxe ou encore, est trop cher par rapport à ses moyens.

Sur Internet, il n'est pas rare qu'un adolescent soit amené à acheter des biens de petite importance, comme c'est le cas sur Second life où on doit acheter tout ce dont on a besoin pour vivre sa vie virtuelle. Dans ce cas, le montant de chaque achat n'est pas un problème mais bien la fréquence et donc l'addition finale de ces montants qui peut s'avérer importante. Second Life a cependant renforcé ses systèmes de vérification d'âge afin d'éviter ce type de problèmes.

Matteo...

Matteo aimerait vraiment se procurer le dernier jeu de foot « FIFA - FAN DE FOOT » ainsi que le nouveau « WIMBLEDON » et le fameux « FINAL WAR ». Il en parle à ses parents qui trouvent qu'il a déjà assez de jeux comme ça et que « FINAL WAR » n'est pas adapté à son âge car il est interdit au moins de 18 ans. Matteo n'est pas vraiment d'accord et décide de surfer sur Internet dans le but de trouver un exemplaire de chaque jeu mais à bon prix...En effet, il reste 100 € sur son compte « Junior ». Pour ce montant-là, Matteo trouve les jeux de ses rêves sur un site francophone. Il commande les fameux jeux. Les semaines passent et Matteo n'a toujours pas reçu les jeux en question mais par contre, il n'a plus un sou sur son compte. Il finit par en parler à ses parents. Ses parents sont vraiment en colère car, non seulement, il a désobéi en achetant dans leur dos les jeux mais, en plus, il ne s'est pas montré prudent et il s'est certainement fait escroquer. En effet, quand ses parents veulent retourner sur le site où Matteo avait acheté les jeux tant convoités, le site n'existe plus...

Matteo s'est malheureusement fait "rouler dans la farine" par un e-commerçant peu scrupuleux... Que faire pour éviter ce genre de mésaventure ?

Il faut bien sûr éviter d'acheter seul des choses en ligne. Mieux vaut demander l'assistance d'un adulte afin d'acheter en toute sécurité. Il faut en effet être certain que le site n'est pas un attrape-nigaud. Certains sites sont faits pour rouler les consommateurs, par exemple, en proposant des biens à prix très attractifs. En réalité ces sites font en sorte de se faire payer à l'avance et ne font jamais parvenir la commande...

Il faut donc se montrer prudent...tout ce qui brille n'est pas d'or.

³⁷ Exemples de jurisprudence cités par M. DEMOULIN, « Les contrats conclus par les mineurs sur Internet », in Les Cahiers du CRID – n°30, p. 61. Dans l'ordre, M. DEMOULIN cite JP. Deurne, 29 décembre 1972, J.J.P, 1973, p. 287 et Anvers, 24 février 1981, R.W. 1980-1987, 2815.

Le jeune e-commerçant ou e-vendeur

Un jeune peut se sentir l'âme d'un commerçant et s'essayer à ce type d'activités. Il peut décider de vendre des biens sur un site de ventes aux enchères par exemple ou sur un site de vente de biens de seconde main (même si seules les personnes majeures peuvent s'inscrire...).

Comme pour les achats, la vente d'un bien pourra s'effectuer valablement pourvu que le contrat de vente fasse partie des « actes de la vie courante », qui, peuvent varier d'un cas à l'autre comme nous l'avons déjà vu...

Lorsque la vente cause un préjudice au jeune, le juge peut annuler l'acte en question à la demande de ses parents.

La vente de bien peut se révéler être assez lucrative et l'adolescent peut avoir l'idée d'en faire une profession à titre d'appoint.

En tant que « e-commerçant », un mineur se met dans l'illégalité. En effet, il faut que certaines conditions soient remplies pour être commerçant, dont celle d'être majeur !

Donc, lorsqu'un jeune vend à d'autres fins que sa consommation personnelle (en se comportant comme un vendeur "professionnel"), et que ce ne sont pas des « actes de la vie courante », il vend illégalement.

Par contre, lorsqu'il vend ses vieux jeux vidéo par petite annonce pour s'en offrir de nouveaux, ou encore quand il vend certaines choses pour se payer ses vacances, on peut considérer que cette vente est faite à des fins de consommation personnelle et n'est donc pas illégale.

Matteo...

Matteo a vraiment trop de jeux auxquels il ne joue plus et qui encombrant sa chambre. Il se dit qu'il pourrait les vendre et avec l'argent qu'il aura gagné s'en acheter de nouveaux. Il achète lui-même des jeux à bon prix sur un site belge qui vend des fins de stocks. Il a alors l'idée d'acheter des jeux sur ce site et de les revendre sur un site de seconde main et au passage, de se faire un peu d'argent sur cette vente. Le petit commerce de Matteo fonctionne très bien jusqu'au jour où ses parents découvrent le pot aux roses...

En achetant des jeux et en les revendant plus cher pour se faire de l'argent de poche supplémentaire, Matteo exerce l'activité d'e-commerçant. Or, cette activité est réservée aux plus de 18 ans. Il est normal que ses parents soient fâchés, Matteo s'est mis dans l'illégalité !

Quelques règles d'or

- Il faut toujours que le jeune consulte ses parents avant d'effectuer un achat ou une vente en ligne (on line).
- L'e - commerçant doit demander la validation par carte d'identité électronique ou au moins avertir avant l'achat que celui-ci est interdit au moins de 18 ans. Si un tel avertissement apparaît, il ne faut pas continuer sur le site !
- Il faut toujours se demander si l'achat ou la vente que l'on exécute est un acte de la vie courante ou non.
- Un mineur ne peut jamais être « commerçant » et vendre dans un autre but que sa consommation personnelle.


Nous vous conseillons de lire la fiche d'usage intitulée « Téléchargement et commerce en ligne ».

Faites le test

Ces comportements sont-ils respectueux des règles en matière d' e-gaming et e-gambling?

Attribuez à chacun des protagonistes de ces histoires un feu rouge, orange ou vert...


<p>Exemple 1</p>	<p>François a 14 ans. Il adore jouer à des jeux online et particulièrement, à Dofus. C'est ainsi qu'un ami, Xavier, lui fait découvrir un nouveau jeu, Zarda. Zarda est un jeu vraiment super dans lequel des chevaliers et des monstres d'un pays de la quatrième dimension, Zarda, s'affrontent. Par hasard, chevaliers et monstres arrivent sur la Terre qui devient leur champ de bataille. Le joueur peut alors s'allier à un chevalier et l'aider, car le sort de l'Univers et de toutes ses dimensions en dépend...François joue plusieurs fois à ce jeu jusqu'à ce qu'on lui envoie un mail l'informant que s'il désire un nouvel équipement pour son jeu, il peut envoyer un sms au numéro désigné. François envoie de suite le sms et est ainsi très bien équipé pour affronter les monstres de Zarda aux côtés de son chevalier, Xyrius.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>
<p>Exemple 2</p>	<p>Marc a 15 ans. Il est fan d'Internet et consulte régulièrement sa boîte mail. Il reçoit aussi beaucoup de spams. Certains échappent malgré tout au filtre anti-spams... En effet, il reçoit souvent des mails d'inconnus dont l'objet du mail est le suivant : Bravo, vous avez décroché le gros lot à notre loterie ! Marc n'est pas dupe ! Il n'ouvre pas le mail et le range directement dans « courriers indésirables ». Il pense parler de ce problème avec son parrain qui est informaticien.</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

<p>Exemple 3</p>	<p>Romain a 13 ans. En rentrant de l'école, il ouvre directement son ordinateur. Il a plusieurs messages dont un qui l'invite à découvrir un nouveau site de jeu super sympa et donne un lien pour ce faire. Quand Romain va sur le site, il tombe sur un casino virtuel. La seule façon d'accéder aux jeux est de télécharger un programme. Romain se laisse tenter...³⁸</p>
	<p><input type="checkbox"/> FEU ROUGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU ORANGE</p> <p><input type="checkbox"/> FEU VERT</p>

³⁸ http://www.saferinternet.be/safer_internet_faq_fr_18_3081.html;

Correction du test

Ces comportements sont-ils respectueux des règles en matière d' e-gaming et e-gambling?

Exemple 1	<p>François a 14 ans. Il adore jouer à des jeux online et particulièrement, à Dofus. C'est ainsi qu'un ami, Xavier, lui fait découvrir un nouveau jeu, Zarda. Zarda est un jeu vraiment super dans lequel des chevaliers et des monstres d'un pays de la quatrième dimension, Zarda, s'affrontent. Par hasard, chevaliers et monstres arrivent sur la Terre qui devient leur champ de bataille. Le joueur peut alors s'allier à un chevalier et l'aider, car le sort de l'Univers et de toutes ses dimensions en dépend...François joue plusieurs fois à ce jeu jusqu'à ce qu'on lui envoie un mail l'informant que s'il désire un nouvel équipement pour son jeu, il peut envoyer un sms au numéro désigné. François envoie de suite le sms et est ainsi très bien équipé pour affronter les monstres de Zarda aux côtés de son chevalier, Xyrius</p>
	<p>FEU ORANGE</p> <p>François joue à un jeu dangereux même si le jeu en question est de l'e-gaming....En effet, au début de Zarda, le jeu correspond à de l'« e-gaming », François ne doit rien payer mais ensuite, on lui demande de payer pour que le jeu continue à être intéressant pour lui...Les sommes que François dépense peuvent vite être importantes. Même dans le cas de l'e-gaming, il existe des risques. D'une part, François devait éviter de donner son adresse e-mail (voir fiche « vie privée »). D'autre part, les sms surtaxés peuvent au final coûter cher... Mieux vaut réfléchir à deux fois avant d'envoyer pareil sms. En cas d'hésitation ou de problèmes, il faut en parler à ses parents ou à son professeur. Enfin, avant de jouer à un jeu online, il faut vérifier s'il est adapté à son âge... François aurait dû, avant de jouer au jeu, demander à ses parents de le contrôler ...</p>
Exemple 2	<p>Marc a 15 ans. Il est fan d'Internet et consulte régulièrement sa boîte mail. Il reçoit aussi beaucoup de spams. Certains échappent malgré tout au filtre anti-spams... En effet, il reçoit souvent des mails d'inconnus dont l'objet du mail est le suivant : Bravo, vous avez décroché le gros lot à notre loterie ! Marc n'est pas dupe ! Il n'ouvre pas le mail et le range directement dans « courriers indésirables ». Il pense parler de ce problème avec son parrain qui est informaticien.</p>
	<p>FEU VERT</p> <p>Marc a eu le bon réflexe, mieux vaut ne pas ouvrir les mails issus d'inconnus. Son parrain pourra très certainement l'aider à mieux armer son ordinateur contre tous ces mails indésirables. De plus, Marc peut parler à ses parents de ces problèmes et ils peuvent déposer une plainte auprès de la Commission des jeux de hasard : http://www.gamingcommission.fgov.be/website/jsp/main.jsp?lang=FR. En effet, le mail lui proposait de participer à de l'e-gambling, ce qui est totalement interdit aux moins de 21 ans...et dangereux même pour des adultes !</p>

Exemple 3

Romain a 13 ans. En rentrant de l'école, il ouvre directement son ordinateur. Il a plusieurs messages dont un qui l'invite à découvrir un nouveau site de jeu super sympa et donne un lien pour ce faire. Quand Romain va sur le site, il tombe sur un casino virtuel. La seule façon d'accéder aux jeux est de télécharger un programme. Romain se laisse tenter...³⁹



FEU ROUGE

L'e-gambling est interdit aux mineurs. De plus, il est fort à parier que le site en question n'a pas de licence délivrée par la Commission des jeux de hasard et exploite ce casino en toute illégalité. Enfin, le programme à télécharger peut se révéler très dangereux. En effet, il se peut qu'il contienne des virus ou qu'il collecte des données à caractère personnel (concernant ce sujet, lire la fiche consacrée à la « vie privée ») qui pourront être utilisées sans que Romain ne le sache.

³⁹ http://www.saferinternet.be/safer_internet_faq_fr_18_3081.html;

Il existe deux types de jeux en ligne : l'e-gambling et l'e-gaming.

e-gambling et e-gaming

L'e-gambling recouvre les jeux de hasard accessibles électroniquement. Lorsqu'on parle d'e-gambling, cela signifie que le jeu implique un gain ou une perte et l'intervention du hasard.

Les jeux de hasard sont interdits aux moins de 18 ans par une loi du 7 mai 1999⁴⁰.

Dans le monde réel, un jeune âgé de moins de 21 ans, ne peut avoir accès à une salle de jeu, de hasard, de casinos et de salles de jeux automatiques. Il ne peut pas non plus avoir accès à des jeux de hasard dans un café ou dans un autre type de débit de boisson.

Rien n'est prévu pour les cas d'e-gambling. Il faut donc appliquer les règles en vigueur dans le monde réel.

Etant donné que l'accès aux jeux de hasard et d'argent (gambling) sont interdits aux mineurs dans le monde réel, cela est aussi interdit on-line⁴¹.

Par contre pour les jeux accessibles électroniquement qui n'impliquent pas un gain ou une perte, on parle **d'e-gaming**.

Contrairement à l'e-gambling, l'e-gaming est accessible aux mineurs⁴².

Il n'est cependant pas toujours évident de les différencier concrètement. Or, l'e-gambling est totalement interdit aux mineurs.

⁴⁰ http://www.saferinternet.be/safer_internet_faq_fr_18_2897.html et article 54 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, M.B., 30 décembre 1999.

⁴¹ Selon le site de droit « Droit belge.be », un projet de loi a été approuvé le 27 mars 2009 et est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Tous les types de paris en ligne seraient soumis à la loi sur les jeux de hasard, la Commission des jeux de hasard renforcerait son pouvoir de contrôle et l'interdiction des paris seraient étendus aux mineurs et celle des jeux de hasard, hors paris, aux moins de 21 ans. Le projet de loi n'est actuellement (septembre 2009) pas encore une réalité.

⁴² http://www.saferinternet.be/safer_internet_faq_fr_18_2897.html.

Que dit la loi sur l'e-gambling ?

Selon la loi⁴³ sur les jeux de hasard, il faut une licence donnée par la Commission des jeux de hasard pour pouvoir exploiter des jeux de hasard ou des établissements de jeux de hasard. De plus, c'est une autre loi⁴⁴ qui confie à la Loterie Nationale un monopole pour organiser des loteries publiques et des jeux de hasard, des paris et des concours même sur la toile.

Normalement, il n'est pas possible d'organiser des jeux sur Internet sans avoir une licence. En réalité, il est possible d'accéder sur Internet à de tels jeux. En effet, des sites non belges sont accessibles même depuis la Belgique grâce à Internet. Il est donc possible de se rendre sur des sites qui sont illégaux pour la loi belge mais qui ne le sont pas selon les lois d'autres pays.

Que dit la loi sur l'e-gaming ?

Contrairement à l'e-gambling qui est interdit aux moins de 18 ans, il n'en est rien pour l'e-gaming. Or, en matière de jeu, il existe de tout : du plus sportif au plus violent et il n'est pas toujours évident de s'y retrouver.

Il existe cependant un système de classification afin de voir si le jeu est adapté ou pas à l'âge du joueur. Ce système est le PEGI (Pan European Game Information)⁴⁵. Ce système existe pour les jeux classiques, off line. Il permet d'éviter que le jeune tombe sur des images ou des propos qui peuvent le choquer ou le mettre mal à l'aise, bref, qui ne sont pas adaptés à son âge !

PEGI fonctionne de la façon suivante : tout d'abord, il existe des pictogrammes qui déterminent l'âge minimum pour accéder au jeu. Ensuite, pour chaque catégorie d'âge, des icônes symbolisant le contenu potentiellement préjudiciable⁴⁶ sont apposées. On connaît bien ces pictogrammes qui figurent également sur les boîtiers des jeux vidéo vendus dans les magasins traditionnels.

Il existe également un système PEGI Online⁴⁷ mais qui est cependant moins répandu que le premier. Il s'applique spécifiquement à l'e-gaming. Ce système fonctionne différemment. En effet, les éditeurs de jeux peuvent adhérer à un Code de Conduite, le « PEGI Online Safety Code ». Cela permet au jeune ainsi qu'à ses parents d'être mieux informés. Le problème dans les jeux on line, c'est que les joueurs eux-mêmes peuvent modifier le jeu. Un jeu qui n'était pas violent peut le devenir et ne plus être adapté à l'âge conseillé au départ. C'est pourquoi, les éditeurs qui s'engagent à respecter le Code doivent se montrer particulièrement prudents et surveiller l'évolution du jeu.

⁴³ Loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, M.B., 30 décembre 1999.

⁴⁴ Loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, M.B., le 4 mai 2002, article 7 en particulier.

⁴⁵ <http://www.pegi.info/> et pour d'autres renseignements : <http://www.pedagojeux.fr/>.

⁴⁶ <http://www.droit-technologie.org/actuality-1137/vers-une-classification-europeenne-des-jeux-videos.html> Pour plus d'informations, voir la fiche « Contenus illicites et préjudiciables pour les jeunes »;

⁴⁷ <http://www.pegionline.eu/fr/>.

Que faire si la loi n'est pas respectée ou si quelque chose ennuie un adolescent?

Le jeune, ses parents, son professeur, son surveillant ou un autre adulte, peuvent déposer plainte soit à la Commission des jeux de hasard⁴⁸, soit auprès de la police locale⁴⁹.

L'adolescent peut donc s'adresser à des adultes lorsqu'il se rend compte qu'un jeu de hasard est accessible aux mineurs ou quand un jeu vidéo ne comporte pas de pictogrammes PEGI. Quant aux jeux vidéo en ligne, le site <http://www.peigionline.eu/fr/index/id/244> est fait pour que le jeune ou ses parents, puissent avertir ce site en cas de constatation d'une atteinte au Code de Conduite ou faire part de leurs remarques.

Quelques règles d'or

- ➔ **Les jeunes (moins de 21 ans) ne peuvent pas jouer pour de l'argent sur Internet, comme cela leur est interdit dans la réalité.**
- ➔ **L'adolescent doit demander à ses parents ou à son professeur s'il peut jouer sur Internet avant de jouer, il faut veiller à ce que le jeu soit adapté et que ce ne soit pas en réalité du l'e-gambling.**
- ➔ **Il faut veiller à respecter les pictogrammes du PEGI et PEGI Online.**
- ➔ **Mieux vaut que le jeune demande à ses parents de jeter un œil sur le site où les jeux online sont repris afin qu'ils vérifient si le jeu lui est adapté (grâce aux pictogrammes PEGI/PEGI Online).**
- ➔ **Le jeune doit veiller à ne pas livrer des informations personnelles (Voir la fiche « vie privée » pour en savoir plus).**

⁴⁸ <http://www.gamingcommission.fgov.be/website/jsp/main.jsp?lang=FR>;

⁴⁹ http://www.saferinternet.be/saferinternet/fiche_fr_19_2891.html;

Il faut donc :

Pour l'e-commerce :

- voir si l'achat ou la vente relève de la vie courante, c'est-à-dire les petits achats avec son argent de poche mais aussi certains achats un peu plus importants qui sont « indispensable à la vie moderne »⁵⁰, ce qui dépend de l'âge, de la situation sociale, des habitudes dans son milieu, etc. ;
- obtenir l'autorisation des parents avant tout achat ou vente en ligne ;
- ne jamais vendre dans un but commercial ;
- toujours s'assurer de qui on a à faire dans une relation en ligne : si le commerçant veut vérifier l'âge de la personne ou avertir les mineurs que les achats sont réservés au plus de 18 ans, le jeune ne doit pas aller plus loin.

Pour l'e-gambling et e-gaming :

- ne pas jouer de l'argent sur Internet ;
- demander à ses parents si le jeu vidéo (classique ou online) est adapté à son âge, grâce au système PEGI et PEGI Online ;
- respecter les pictogrammes du PEGI et PEGI Online ;
- ne pas livrer des informations personnelles (lire la fiche « vie privée » pour en savoir plus).

⁵⁰ M.DEMOULIN, o.c., p.60 cite R. NERSON, « Jurisprudence française en matière de droit civil . Personnes et droits de la famille », *Rev.trim.dr.civ.*, 1971, p.614 ;

